TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

ISSN 0754-281 X

MENSUEL – N°18 – Avril 1984 – 9,00 F

Dossier Charbon – pp. 10-11

POUR UNE ECOLE PUBLIQUE UNIFIEE LAIQUE ET RENOVEE

pp. 12-13

Grève du 8 mars – pp. 7-8

La politique du F.M.I. – pp. 18-19-20

VOYAGE EN BRETAGNE
réalisé par F.LARGUIER
pp. 14-15-16

Les lecteurs nous écrivent

■ LA GRAVITÉ POLITIQUE DU PHÉNOMENE LE PEN

Voici six mois que je reçois *Travailleurs* (depuis octobre). Je vois une nette progression des articles; manquent certaines précisions (problèmes de fond). Les articles politiques ne sont pas assez percutants sur le gouvernement (PS, PCF – UDF, RPR); pas un sur l'extrême-droite qui devient un problème important sur le plan national (ex. Talbot, Renault-Cléon, l'école libre). Le parti devrait se pencher sur le développement du fascisme, prendre les exemples de pays comme le Chili, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne. Pour moi, la classe ouvrière est inconsciente de la gravité politique de Le Pen à l'heure actuelle. La gauche et les syndicats ne prennent pas conscience du problème. Alors, les stades et les prisons ne seront pas assez grands pour loger les indésirables. (...)

R.P. (Limoges)

■ PRENDRE NOS DISTANCES

Les camarades sont conscients de la gravité de la situation politique, économique et sociale actuelle, et des menaces qui pèsent sur l'avenir des conditions de vie des travailleurs. Ils estiment que le «gouvernement de gauche» en place n'a absolument rien à voir avec l'espérance qu'il a pu susciter chez les travailleurs quant aux «changements» possibles de leur situation. Les mots d'ordre actuels de notre parti : Unité, solidarité dans l'action, ne suffisent plus à être crédibles et intelligibles auprès de la classe ouvrière désemparée. Notre **identité politique** ne transparait nullement au niveau de notre agitation-propagande, nous ne prenons pas nos distances vis-à-vis de ce gouvernement déjà largement discrédité auprès des masses populaires. Nous mesurons pertinemment le fossé qui s'élargit sans cesse entre nos propositions de «rupture avec l'impérialisme, d'unité d'intérêt des travailleurs de notre pays avec ceux des peuples du Tiers Monde», et les perspectives assurées de bonne gestion capitaliste du système par l'actuelle «équipe de gauche» en place au gouvernement. Ainsi dans le PCML-Flash n°74 du 2 mars 1984, les camarades de la région Nord dans leur *Lettre du PCML «Solidarité avec la lutte des mineurs»*, terminent en appelant à une solidarité active avec ces derniers. Fort bien jusque-là. Mais n'y manque-t-il pas une affirmation et une prise de position sans complaisance sur les illusions qui pourraient encore subsister chez les travailleurs quant aux intentions clairement affirmées du gouvernement d'œuvrer en sens contraire des intérêts des travailleurs? Pour ce qui nous concerne, nous pensons qu'il est grand temps que notre parti définisse clairement son **choix politique**. Ainsi, nous est apparue la nécessité de reformuler notre affiche *«Contre les licenciements : du travail pour tous»* par l'ajout : *«Peut-on faire confiance au gouvernement actuel?»* Nous pensons en effet que cette affiche, telle qu'elle est présentée, pourrait tout aussi bien être le fait de la CGT, en tant qu'**organisation syndicale**, c'est-à-dire sans perspective politique.

Les camarades de Chambéry

■ MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ET RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Remarques à propos de la phrase suivante dans *Travailleurs* de janvier : *«Tous les exemples le montrent, le refus des licenciements est le moyen le plus efficace d'exercer le meilleur rapport de forces possible et de résister au mieux au plan du patronat.»* C'est positif d'analyser le contenu d'un mot d'ordre comme cela, mais cela ne suffit pas. Est-ce que cela veut dire qu'on est prêt à accepter des licenciements ou du moins à les subir (position du style *«vaut mieux quelques licenciements que la fermeture de la boîte»*)? Mobiliser sur des objectifs qu'on sait ne pas pouvoir atteindre : cela a un côté manipulation des travailleurs; cela est source de déception après la lutte, d'où les suivantes sont encore plus difficiles. Est-ce que cela aide à trouver des solutions de remplacement (reconversion, formation...)?

Le rôle du parti est d'éclairer les masses populaires avec les analyses marxistes pour arriver à mettre en cause le capitalisme. Alors mener consciemment les gens à une impasse qui ouvre des lendemains difficiles, n'est-ce pas sacrifier des intérêts à long terme au profit de positions (à prouver) dans des luttes à court terme? On est dans une situation difficile qui demande au parti de réfléchir un peu plus sur nos mots d'ordre.

Un camarade

SOMMAIRE

Editorial 3
Ça s'est passé : le mouvement des routiers 4
Après l'échec du sommet européen 5
Extrême-droite 6
A propos de la grève des fonctionnaires 7-8
Michelin : un climat général lourd 9
Dossier charbon 10-11
Ecole : débat public/privé 12-13
Voyage en Bretagne 14-15-16
Le monde en bref 17
La politique du FMI 18-19
Le modèle Reagan 19-20
Mozambique : contre la famine, le réalisme 21
Document de Chine : rencontre avec Deng Liqun 22-23
Cinéma - Lire 24

Ont participé à ce numéro : *Pierre Bauby, Suzanne Bernard, Yves Castay, Claude Dhalluin, Eric, Camille Granot, Dominique Lardeux, François Larguier, Philippe Muniz, Philippe Rijsel, Alain Sentier et correspondant Clermont.*

Travailleurs : BP 90 – 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

EDITORIAL

ACTION SOLIDARITE UNITE

Longwy a dit non et gronde la colère dans les vallées sidérurgiques lorraines, aux chantiers navals de la Seyne et de la Ciotat, à Ugine-Aciers de Fos. A la hauteur du coup porté. Nous sommes à l'unisson et aux côtés de ceux qui se battent aujourd'hui pour leur emploi et leur avenir.

20 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, avec la kyrielle de licenciements chez les sous-traitants et dans les commerces et services qui s'ensuivront, signent l'arrêt de mort de régions entières. Comme sortiront blessés le Nord et les bassins charbonniers, et les sites de construction navale. Les mesures dites «d'accompagnement social» et un projet de loi favorisant l'investissement pèsent de peu de poids face à la réalité : celle d'une «casse» à grande échelle, celle de stages de reconversion qui débouchent sur le chômage et l'exode, celle d'un avenir totalement bouché.

Deux faits crèvent les yeux aujourd'hui : les décisions prises procèdent d'une politique économique d'ensemble; cette politique émane d'un gouvernement de gauche.

Les cris de «trahison» de Pons et compagnie sont odieux quand on se rappelle que lui et ses pareils ont engagé la même politique en 76 et en 79, quand on sait qu'ils envisagent pire encore s'ils reviennent au gouvernement. Pour autant, aujourd'hui ce sont des ministres du Parti socialiste et du Parti communiste français qui ont pris les décisions. Il y a quelques deux ans, François Mitterrand en personne déclarait à Longwy que *«la nationalisation de la sidérurgie sera le fer de lance de la reconquête de l'emploi»*, que *«la sidérurgie sera sauvegardée, développée même si l'on doit faire un gros effort»*. Aujourd'hui, l'effort est exigé des sidérurgistes, des mineurs, des travailleurs. Au profit de qui? Au nom de quel pari économique? Pour quel avenir pour eux et leurs enfants?

Un de nos camarades lorrains écrivait dans *Travailleurs* de février que *«les sidérurgistes sentent qu'ils vont être sacrifiés sur l'autel de l'Europe capitaliste et de la compétition internationale»*, ajoutant *«n'en déduisons pas trop vite qu'ils sont résignés au sacrifice* (...). *Longwy reste un symbole»*. Aujourd'hui, c'est chose décidée à Matignon et à l'Elysée. Et le même choix d'ensemble a présidé aux autres décisions économiques gouvernementales. Quand on ferme Ugine-Aciers, ultra-moderne, productrice d'aciers spéciaux, il n'est pas question de la fameuse «modernisation»; quand on arrête la construction du train de Gandrange non plus! Il est difficile aussi de croire le charbon «fini» quand CdF, qui ferme les mines françaises, en rachète en Colombie! Dans l'industrie, comme dans l'agriculture d'ailleurs, compétitivité, partage des marchés au sein de l'Europe, concentration capitaliste et redéploiement impérialiste des capitaux sont les maîtres-mots de la logique économique dans laquelle se situe le gouvernement. Et cette logique conduit inexorablement aux effets bien connus : ce sont les travailleurs ici et les peuples du Tiers Monde qui paient douloureusement la note de cette voie de «sortie de crise». D'autres voies, d'autres choix sont possibles qui prennent pleinement appui sur les intérêts et aspirations des travailleurs de notre pays; il est des militants et des travailleurs, à gauche, pour le penser et prêts à agir en ce sens. Certes, ces choix exigent autrement plus de courage que le «risque de l'impopularité» évoqué par François Mitterrand, car ils mettent en cause les règles du jeu économiques et politiques de notre société. Baser le développement économique sur la réponse aux besoins populaires et au soutien du développement du Tiers Monde, changer la nature de nos relations avec lui, s'en prendre à la domination du dollar, renégocier le Traité de Rome, ouvrent des perspectives de «sortie de crise» radicalement différentes.

Aujourd'hui, à Fos comme à Longwy, dans les régions viticoles du Midi comme dans les régions laitières de l'Ouest, les travailleurs du fer comme les petits et moyens paysans, dans leurs luttes pour l'emploi et pour la survie, remettent en cause la politique économique choisie. Poursuivre, développer, soutenir, faire converger ces actions pour l'emploi, le pouvoir d'achat, et aussi pour l'égalité des droits de tous, Français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, peuvent permettre de faire reculer les projets gouvernementaux, peuvent l'obliger à revenir sur les décisions les plus contraires aux intérêts de la grande majorité. Cela nécessite ACTION, résolue, SOLIDARITÉ sans failles avec ceux qui sont touchés, ceux des grands bassins comme ceux des petites boîtes, jetés eux aussi à la rue, et UNITE, unité des travailleurs, et unité syndicale qui a trop longtemps fait défaut et qui s'impose plus que jamais. Voilà dans quel esprit nous participerons aux initiatives annoncées par les travailleurs et leurs organisations syndicales, le 4 avril dans la sidérurgie, le 13 avril lors de la marche sur Paris; et voilà pourquoi nous mettons en œuvre toutes nos forces pour faire du 1er Mai 1984 une journée d'action, de solidarité et d'unité puissante et déterminée.

Camille GRANOT – 31 mars 1984

ÇA S'EST PASSE

Le mouvement des routiers

Fin février, le blocage des routes françaises — et européennes — a révélé au grand jour différences, voire contradictions et évolutions récentes chez ceux qu'on appelle «routiers».

Deux témoignages-analyses nous sont parvenus — dont l'un d'un militant syndical dans une grosse entreprise de transports routiers. Nous en publions ici quelques extraits.

On appelle à tort sous le terme «routiers» des gens qui ont des situations tout à fait diverses. 300 000 chauffeurs sont salariés. Un tiers environ travaillent dans des entreprises de moins de 10 salariés. Ceux-là sont les plus exploités mais font souvent corps avec leur patron, lequel souvent roule comme eux. C'est le foyer du corporatisme important dans cette profession. Un tiers travaillent dans des entreprises de 11 à 50 salariés. Un tiers travaillent dans des entreprises de plus de 50 salariés. L'implantation syndicale plus forte y permet de meilleures conditions de travail. Mais le plus souvent les petites entreprises sont sous-traitantes des plus grosses et effectuent pour elles le sale travail.

Il existe 17 000 tractionnaires, c'est-à-dire des chauffeurs salariés autrefois qui ont acheté leurs véhicules et qui s'exploitent eux-mêmes... Pour le plus gros profit des grands transporteurs ou des gros clients pour lesquels ils travaillent. Là où un chauffeur salarié d'une grosse société fera trois tournées pour 48h... un tractionnaire en fera cinq pour 80h par semaine, et pour un revenu moindre.

Sur un nombre global de 30 000 entreprises de transports environ, 85% ont moins de 10 salariés. Par contre, sur 75 entreprises de transports routiers de marchandises de plus de 200 salariés qui emploient au total 32 000 salariés, la SNCF à elle seule compte plus de 10 000 salariés et une quinzaine de filiales comme la SCETA, Bourgey-Montreuil, Calberson, STEF... (...)

Mais un autre facteur accentue les contradictions, c'est l'appréciation politique du rôle et de la place du transport. Au lendemain de la dernière guerre, le transport est conçu comme un support indispensable au développement économique et il est de ce fait réglementé (tarification fixe – T.R.O.). Priorité est donnée au rail. Mais peu à peu cette notion de service public s'estompe pour laisser place à une conception libérale basée sur le profit et la concurrence. Priorité est donnée à la route. Cette politique n'est pas sans conséquences sociales et économiques : extension de la sous-traitance et détérioration des conditions de travail dans les petites entreprises; tendance à la baisse des tarifs qui conduit beaucoup de patrons à travailler à perte; abandon de secteurs non rentables ce qui accentue la désertification des campagnes; non respect des conditions de sécurité, augmentation du gabarit des véhicules, augmentation du coût d'entretien des routes et du risque d'accidents.

Depuis 1981, le ministre des Transports tente de réintroduire des notions de service public, quoique de manière insuffisante; certaines mesures de la loi d'orientation des transports intérieurs de 1982 (L.O.T.I.) sont positives.

Il est essentiel de défendre la notion de service public, ce qui va à l'encontre de ce que réclame le patronat. Pour cela il faut prendre appui sur les salariés des grosses entreprises et combattre le corporatisme encore trop présent chez bon nombre de salariés des petites entreprises. La force des idées patronales, c'est qu'elles entraînent une frange de salariés sous couvert d'une prétendue grande famille de la route. Le mouvement de février a montré qu'il n'en était rien. Il est nécessaire de combattre la sous-traitance et le tractionnariat par l'embauche dans les entreprises qui les emploient.

La réglementation doit être revue, mais doivent être satisfaites des revendications essentielles des salariés, telles que : la suppression des temps d'équivalence et de mises à disposition (temps travaillés mais non payés à 100%); la réduction du temps de travail; la mise en place de commissions départementales de sécurité avec des pouvoirs et des moyens réels de contrôle dans les entreprises; une amélioration de la protection sociale et médicale des chauffeurs; la reconnaissance du droit syndical... (...)

Le problème le plus délicat, c'est l'attitude à l'égard du petit patronat et des tractionnaires. Les tractionnaires n'ont souvent aucun intérêt à rester tractionnaires, mais s'ils le restent il faut travailler à les unir aux salariés. Pour le petit patronat, il possède un double aspect, exploité par les gros transporteurs et exploiteur de ses salariés. Cette dualité se traduit par une attitude très antisociale et antisyndicale, disons-le, fascisante. Tout en tenant compte de la véritable responsabilité qui incombe au grand patronat routier, nous devons dénoncer l'exploitation que les petits patrons font subir à leurs salariés et réclamer pour ceux-ci, quand c'est possible, l'intégration dans les grosse boîtes pour lesquelles ils travaillent et dénoncer le corporatisme.

□

Depuis quelques années, se développe la catégorie des «tractionnaires», en raison notamment du caractère décentralisé de l'organisation des transports en France. (...) Les restructurations économiques opérées ces dernières années ont accéléré ce développement. Restructurations dans les transports, mettant sur le marché de l'emploi des chauffeurs expérimentés, leurs primes de licenciements ayant fourni l'apport initial à l'achat d'un camion, le reste étant couvert par des prêts bancaires dont les traites tombent chaque mois. D'autres licenciés passent le permis poids lourd et suivent la même voie. Ces routiers des années 80 vivent de manière très précaire : remboursement des prêts, paiement des charges... Pour tenir, il leur faut rouler toujours plus et plus longtemps... Cette catégorie présente d'énormes avantages pour le capital financier et le patronat : désengagement dans la responsabilité du capital technique, rotation plus rapide du capital financier, plus grande souplesse dans l'emploi des chauffeurs (en fonction du volume du frêt), réduction de la masse salariale, moyen de pression sur les chauffeurs salariés des grosses boîtes. (...) La corporation des routiers n'est pas la seule qui soit affectée par de telles transformations; cela existe aussi dans le bâtiment, le commerce. Le développement de ces catégories produit des effets contradictoires sur le tissu social français; dans une situation où la classe ouvrière affaiblie prend des coups, elles constituent une pression de plus à l'encontre des revendications ouvrières. Parallèlement, leur situation précaire et leur dépendance accrue vis-à-vis du capital font qu'elles n'ont pas le même statut social que les artisans d'il y a vingt ans. Ces catégories sont plus proches de la classe ouvrière que par le passé... Aussi les schémas caricaturaux et traditionnels «artisans, alliés du patronat», «base de la droite et de l'extrême-droite», doivent-ils être remis en cause, faute de quoi on repousserait ces gens-là vers la droite politique...

Leur organisation et l'alliance avec eux sont des enjeux stratégiques pour l'avenir. (...)

APRES L'ECHEC DU SOMMET EUROPEEN

CHANGER D'ORIENTATION

Le sommet européen de Bruxelles s'est terminé par un nouvel échec, après celui d'Athènes en décembre dernier. Malgré l'accord obtenu sur des questions importantes comme la politique agricole commune ou l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, les Dix ont buté sur le problème de l'allègement de la contribution britannique.

Mme Thatcher exige le remboursement des droits de douane que paye la Grande-Bretagne sur les produits agricoles qu'elle importe massivement et à moindre prix des pays du Commonwealth, en profitant des rapports impérialistes particuliers qu'elle maintient avec ces pays. L'agriculture représente, en effet, en Grande-Bretagne une activité moins importante que dans tout autre pays de la Communauté (2,7% des actifs, 2,3% du PNB) et ne couvre que 56% de ses besoins. Mme Thatcher se fait ainsi, une fois de plus, la championne, au sein de l'Europe, d'un libéralisme sauvage, exploiteur et pilleur du Tiers Monde, et de l'austérité pour les travailleurs et est directement responsable de l'échec de Bruxelles.

Mais plus généralement, cet échec révèle l'accentuation de la concurrence et des contradictions entre les intérêts du capital des différents pays du fait de la crise, ainsi que la recherche d'une issue dans la concentration accélérée des capitaux et leur redéploiement impérialiste.

CONCENTRATION CAPITALISTE ET REDEPLOIEMENT IMPERIALISTE

Tel est le cas de l'agriculture. Alors que les statistiques de la CEE viennent de faire état d'une diminution du revenu agricole dans la plupart des pays européens en 1983 par rapport à 1982 –9,8% dans le cas de la France–, et que la masse des petits et moyens paysans fait face à un endettement croissant, en particulier en France où l'agriculture est moins concentrée que dans les pays de l'Europe du Nord, les ministres de l'Agriculture des Dix ont pris des décisions qui vont encore aggraver la situation : réduction forcée de la production laitière, source essentielle de revenus pour la majorité des petites et moyennes exploitations; suppression des aides au stockage du vin, augmentation des prix, pour la prochaine campagne, inférieure à celle des coûts. Ces mesures vont entraîner une accélération des faillites et donc de l'élimination des petits et moyens paysans. Ceci, dans un contexte marqué par l'augmentation régulière du chômage. N'est-il pas question de 500 000 paysans en moins en France d'ici une quinzaine d'années?

L'annonce par François Mitterrand de l'accord obtenu, lors du sommet de Bruxelles pour l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, sans aucune précision sur les conditions dans lesquelles il se ferait, vient encore augmenter l'inquiétude de la masse des paysans français, car le maintien des règles actuelles de la politique agricole commune aurait des conséquences négatives aussi bien pour les producteurs espagnols et portugais, que français ou italiens. Dans tous les domaines, la politique agricole de la CEE vise au développement d'une agriculture capitaliste, de plus en plus concentrée autour des grandes firmes de l'agro-alimentaire et des sociétés commerciales et financières, les plus rentables et compétitives, pour conquérir des positions sur le marché mondial et améliorer la balance commerciale. Politique qui s'accompagne du redéploiement impérialiste des capitaux, en particulier dans le Tiers Monde, pour importer au plus bas prix certains produits destinés à l'agriculture européenne et profiter au mieux des marchés prometteurs qui peuvent se présenter. L'agro-alimentaire représente ainsi l'un des principaux postes bénéficiaires du commerce extérieur de la France.

CHANGER D'ORIENTATION

Concentration capitaliste et redéploiement impérialiste des capitaux sont les ressorts et objectifs de la politique qui est menée par la CEE, non seulement dans l'agriculture, mais dans l'ensemble de l'industrie et de l'économie. Tel est le cas pour bon nombre de restructurations, coordonnées au plan européen, comme dans la sidérurgie; pour la politique monétaire, qui ne s'est pas attaquée à l'hégémonie du dollar; pour la politique régionale, qui a conduit au développement inégal des pays et régions.

Dans tous ces domaines, il faut changer radicalement l'orientation de la politique européenne. Cela passe par une renégociation du Traité de Rome qui prenne comme objectifs la satisfaction des besoins ouvriers et populaires comme le développement de la solidarité avec le Tiers Monde. Pour le droit au travail pour tous et la défense du pouvoir d'achat, contre les politiques d'austérité, les restructurations capitalistes et les licenciements. Pour la défense des conditions de vie, des revenus et du droit au travail des petits et moyens paysans, contre leur liquidation accélérée. Pour le droit de travailler et vivre au pays et la défense des aspirations et revendications des minorités nationales, contre le développement inégal des pays et régions. Pour l'égalité de tous les droits pour les travailleurs immigrés, contre la xénophobie, le racisme et les expulsions. Pour un désarmement simultané et contrôlé des deux blocs, contre les deux superpuissances, USA et URSS. Pour la solidarité économique et politique avec les peuples et pays du Tiers Monde, contre le redéploiement impérialiste. Tels sont les problèmes qui sont décisifs pour l'avenir de l'Europe et qui doivent être au centre des élections européennes du 17 juin prochain.

Pierre BAUBY

Commander cette nouvelle brochure à Presse d'Aujourd'hui – B.P. 90 75962 Paris Cedex 20 – Prix à l'unité : 8,00 F

EXTREME-DROITE

Beaucoup de questions Quelques réponses

Il est un mérite du colloque *«L'extrême-droite et ses connivences»*, organisé par l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches) et par le PS : celui d'avoir été organisé. Jusqu'ici, certaines organisations, comme la Ligue des droits de l'homme avec sa commission «extrême-droite» animée par Madeleine Rébérioux, travaillent à mettre en commun connaissances et études sur le sujet. En invitant chercheurs, journalistes et quelques hommes de terrain d'horizons divers à échanger leurs points de vue, l'ISER a, les 3 et 4 mars derniers, contribué au même effort urgent et nécessaire, trop longtemps ignoré à gauche. Beaucoup de questions ont été soulevées, quelques réponses ont été proposées.

CONTINUITÉ ET NOUVEAUTÉ

Une des questions, posée d'emblée par l'universitaire Zeev Sternhell (professeur aux Etats-Unis et en Israël), a dominé certains débats : le fascisme est-il un *«accident»*, une *«aberration de l'histoire»* ou bien une *«catégorie universelle, partie intégrante de notre civilisation»* ? Zeev Sternhell opte pour la seconde hypothèse qu'il étaye en évoquant la constitution de la «synthèse fasciste» en France, à l'occasion de l'affaire Dreyfus.

Marie-José Chombart de Lauwe*, quant à elle, insiste sur les *«tactiques de réhabilitation du nazisme»* qui préparent le terrain et *«accoutument à l'inacceptable»*. D'autres intervenants se sont attachés à mettre en évidence la nouveauté de la *«pensée stratégique»* de la «nouvelle droite», assurément pernicieuse car elle rompt avec certains thèmes déconsidérés; ainsi, le chercheur Pierre Taguieff a montré comment la «nouvelle droite» récusant le racisme hiérarchique des années 30, le réintroduit plus subtilement par son *«éloge de la différence»* qui conduit à considérer le métissage comme une *«souillure»* ; de même, il souligne comment le Club de l'Horloge se réapproprie la tradition républicaine de 89, tout en maintenant le slogan inégalitaire essentiel à la pensée d'extrême-droite.

D'autres chercheurs, moins sensibles à la continuité idéologique de l'extrême-droite, insistent sur son enracinement historique. Ainsi, l'historien Jean-Pierre Rioux a montré comment l'extrême-droite affaiblie après 45, trouve les sources de sa renaissance dans l'«Algérie française» et l'OAS et éprouve sa capacité de déstabilisation en faisant jonction avec le poujadisme, mouvement social des *«petits, victimes de l'expansion, contre les gros»*, du *«cocorico contre le coca-cola»*. Philippe Farine, responsable du Parti socialiste, affirme, quant à lui, que le racisme s'enracine dans un *«terreau bien français»* de xénophobie. Il eût été sans doute fort éclairant d'en rechercher les causes dans la nature impérialiste de notre pays. Cette notion n'a quasi jamais été évoquée durant le colloque. Absence regrettable, qui a maintenu par trop les échanges sur le terrain de l'idéologie.

DROITE ET EXTREME-DROITE

L'extrême-droite investit-elle la droite ou bien l'inverse? Cette question, au cœur du sujet, nourrit toutes sortes d'études : études de biographies (les jeunes «loups» actuels RPR et UDF ont fait leurs premières armes à l'extrême-droite à la fin des années 60) et études de «filières» et de «passerelles» —l'investissement délibéré du CNI (Centre national des indépendants) par l'équipe fondatrice du PFN, par exemple. Le journaliste Alain Rollat du *Monde* a fourni une multitude de faits utiles et significatifs sur les «nouvelles filières».

Pour autant, ils ne sauraient tenir lieu d'analyse politique globale; on aurait tort d'entretenir une vision simpliste d'infiltration et de manipulation souterraine de la droite par l'extrême-droite. Etudiant les rapports entre droite et extrême-droite sur trois plans —alliances électorales, porosité des organisations et conformité ou non des idées— Colette Ysmal* a montré les risques de radicalisation de l'UDF et du RPR. De fait, l'extrême-droite constitue un challenge électoral à la droite classique; des mouvements importants de passages de militants et responsables UDF vers l'extrême-droite (Front national) existent, qui révèlent l'impatience de certains d'en découdre avec la gauche au pouvoir; enfin, certains thèmes —immigration, justice, police— sont communs. Challenge à la droite aux points de vue électoral, militant et idéologique, l'extrême-droite politique pèse sur la «droite classique». Le débat en son sein entre partisans et freins d'une radicalisation est significative du risque encouru.

QUELLES RIPOSTES?

Car bien sûr, en toile de fond des débats, il y a la montée quotidienne du racisme à l'encontre des immigrés, les succès électoraux du Front national, la banalisation de ses thèmes par médias interposés. Le discours sur la continuité idéologique conduit à des attitudes contradictoires, l'une et l'autre inopérantes : soit une surestimation du danger actuel assimilé au «retour des chemises brunes», ce qui ne convainc que les convaincus, soit une sous-estimation d'un «déjà vu» qui éclatera comme bulle de savon face à la «tradition républicaine et démocratique française».

Plusieurs journalistes ont souligné combien le slogan *«Le fascisme ne passera pas»*, s'il mobilise certaines générations et couches populaires militantes, peut être perçu comme une incantation sans effets sur de larges couches populaires. Certains ont parlé de *«l'inadéquation du discours de la gauche»*. Il leur fut répondu par les responsables socialistes : mener la lutte idéologique, valoriser les expériences positives de cohabitation entre communautés, prendre la droite au mot, et aussi, par certains, mise en avant de l'égalité des droits.

La démonstration d'Edwy Plenel aura-t-elle secoué ceux qui se rassurent à bon compte en ne voyant dans le phénomène Le Pen qu'une *«péripétie»* ou une *«répétition»* de l'histoire? Plutôt que de se satisfaire de l'explication habituelle des «vieux démons» réveillés par la crise, ce journaliste du *Monde* s'est efforcé de dégager les conditions économiques et sociales (chômage, «nouveaux pauvres»), politiques (*«la Constitution de la Ve République, meilleur garant de la continuité de Le Pen»*), et aussi idéologiques qui créent ce *«produit nouveau»*. Face à une crise sociale et politique *«plus grave qu'on ne le dit»*, la gauche au pouvoir a trop fait silence sur les problèmes réellement posés (racisme, immigration, délinquance) et n'a pas transformé le rapport au politique, le rapport au pouvoir. Indications précieuses et de grande actualité.

Camille GRANOT

* *Travailleurs n°7*

GREVE DU 8 MARS

A propos de la grève des fonctionnaires

La grève des fonctionnaires et employés du service public, le 8 mars, a été l'une des plus suivies depuis longtemps. Elle témoigne de l'inquiétude, du désarroi et du mécontentement de beaucoup d'hommes et de femmes qui ont mis majoritairement leurs espoirs dans la gauche en mai 81.

Pourtant, l'unité syndicale n'a pu se réaliser autour de l'action des fonctionnaires : malgré les remous en leur sein, une majorité des fédérations CFDT de la Fonction publique n'a pas appelé à la grève. Plus : Edmond Maire est intervenu publiquement pour soutenir ces fédérations, estimant que *«le pouvoir d'achat pour trois millions de fonctionnaires sur quatre a été non seulement maintenu, mais amélioré»*, et que *«faire grève sur ce thème (...) ne nous semble pas la priorité... La bonne priorité, c'est l'emploi et la réduction du temps de travail»*.

De leur côté, dans *Le Monde*, J. Nodin et J.F. Troglic fustigeaient *«l'archéo-corporatisme»*, mettant en parallèle les revendications salariales avec les résultats des négociations sur l'UNEDIC se soldant par une restriction des droits pour les chômeurs.

On aurait tort de ne pas prendre au sérieux les arguments de ces dirigeants de la CFDT, ou encore de se laisser aller à traiter Edmond Maire d'*«acrobate»*, voire d'*«ennemi public N°1 de la classe ouvrière»*. Outre que cela ne sert à rien, sinon à renforcer les divisions existantes, il faut se rendre à l'évidence : ce discours d'Edmond Maire est aujourd'hui partagé non seulement par une bonne partie de la CFDT et de ses militants —dont on ne peut nier par ailleurs le dévouement et la volonté de voir triompher leur socialisme— mais aussi par bien d'autres dans les couches populaires. Ces opinions hostiles à la grève des fonctionnaires s'appuient d'ailleurs sur des réalités : jusqu'à présent, les fonctionnaires et les employés des services publics ont été plus épargnés par la crise que d'autres, dans leurs revenus et surtout dans leur emploi. De plus, l'accroissement de la fiscalité directe intervenu récemment a renforcé des réflexes anti-étatiques dans la population qui «vend et produit», face aux fonctionnaires (vite assimilés aux «bureaucrates») dont on mesure mal l'utilité sociale. D'ailleurs, il y a «fonctionnaires» et «fonctionnaires» : que de différences —de classes— entre le préposé des PTT et le commissaire divisionnaire, entre l'instituteur... et le général (dont le traitement est fixé en fonction d'indices de la Fonction publique et qui émarge à la même caisse de retraite!), entre l'infirmier et le grand commis de l'Etat!

LES FONCTIONNAIRES : DES PRIVILÉGIÉS?

Il faut distinguer en effet les grands commis de l'Etat, les membres de l'appareil militaire et de répression et... la grande majorité des autres.

Leurs salaires? Les deux tiers des salariés de la Fonction publique et des secteurs publics gagnent moins de 6 000 francs par mois.

La garantie de l'emploi? Certes. Les fonctionnaires ont bien fait en 1981 de voter à gauche, au moment où le rapport du député Gérard Longuet prévoyait qu'il ne resterait plus que 400 000 fonctionnaires d'Etat (par la suppression des statuts nationaux, le non remplacement des départs...). La droite a prouvé, à la SNCF, à l'EDF, sa volonté de supprimer les emplois publics.

Mais, ces derniers temps, la politique de «rigueur» a pu donner de sérieuses inquiétudes aux fonctionnaires et agents des services publics : le plan Daucet dans les PTT (voir *Travailleurs* n°17) veut rentabiliser au détriment de l'efficacité du service public et au détriment des personnels. Le budget 84 prévoit des créations d'emplois dans certains services publics uniquement par redéploiement au détriment d'autres secteurs. Dans le budget 85, on prévoit une diminution nette des emplois de la Fonction publique (mais pas au détriment de l'appareil militaire et de la haute hiérarchie!).

Alors? Coup de frein à l'augmentation inflationniste des dépenses publiques qui empêchent l'investissement? C'est ce que dit le IXe Plan. Les choses ne sont pourtant pas si simples : les dépenses relatives à l'administration et à la Fonction publique entre 1914 et 1981 représentent toujours la même proportion du **Produit industriel brut** : 18%. Les dépenses induites par la Fonction publique dans le **budget** de l'Etat ont **baissé** depuis 1979 : de 43,8% en 1979 à 40% dans le budget 84. Soit dit en passant, pas de quoi s'en prendre à l'«étatisation rampante»!

ET LE POUVOIR D'ACHAT?

On y vient! Après l'octroi de la prime de 500 francs, *«trois fonctionnaires sur quatre ont vu leur pouvoir d'achat maintenu, voire augmenté»* dit-on, d'après les chiffres du secrétariat d'Etat à la Fonction publique et de la CFDT. D'abord, en se basant sur ces chiffres, on constate que cette prime, non intégrée dans le traitement par des points d'indice, subira l'érosion rapidement, ne donnera qu'un «coup de pouce» très provisoire dans le temps aux bas salaires (puisqu'en définitive l'écart hiérarchique sera maintenu, voire renforcé par des déroulements de carrière différents), et ne bénéficiera pas aux retraités.

Mais on peut contester le calcul du gouvernement (et de la FFA-CFDT), dans la mesure où il n'inclut :

—ni le 1% de Sécurité sociale,

—ni le 1% «Vieillesse» supplémentaires, sous prétexte que ces cotisations donnent lieu à prestations; il faut pourtant constater que les prestations d'assurance-maladie ont plutôt dimi-

Suite de la page 7 : GREVE DU 8 MARS

nué, et que l'augmentation des cotisations «vieillesse» permet avant tout à l'Etat de se décharger sur ses salariés civils d'une partie des charges importantes qu'il doit verser aux retraités militaires (qui cumulent les emplois et représentent 500 000 pensions contre 700 000 pour les fonctionnaires civils). Le gouvernement ne compte pas non plus (ni la CFDT) le 1% de «contribution de solidarité» que seuls les fonctionnaires paient jusqu'à présent (et pour longtemps?).

Enfin dire que «trois fonctionnaires sur quatre» voient leur pouvoir d'achat «maintenu ou augmenté», en supposant que cela soit vrai, veut dire qu'il y a 1 million de fonctionnaires et assimilés qui sont des nantis et n'ont pas à être défendus. Quand on sait que les écarts de salaires dans la Fonction publique sont grosso-modo –avant impôt– de 1 à 5 contre un rapport de 1 à 6,1 chez l'ensemble des salariés, et que dans les revenus non salariaux, les écarts sont bien plus considérables, on se dit qu'il y a vraiment beaucoup de nantis!

LE FOND DU PROBLEME : COMMENT SORTIR DE LA CRISE?

A travers le problème de la feuille de paie des fonctionnaires, une question bien plus vaste est abordée : c'est le problème de l'évolution de l'ensemble des salaires par rapport aux objectifs fixés par le gouvernement. On sait, en effet, que le résultat des négociations salariales dans la Fonction publique a une influence directe sur l'ensemble des négociations salariales. Or, pour la durée du IXe Plan, le gouvernement a décidé de mettre les salaires sous «haute surveillance» et de diminuer la consommation des ménages. Il s'agit pour lui, après avoir échoué dans son essai de relance de l'économie par la demande (qui a profité surtout aux importations étrangères), d'essayer une relance de l'offre, en réduisant le déficit du commerce extérieur et l'inflation par une baisse du pouvoir d'achat, et en améliorant la compétitivité des entreprises par la diminution des coûts salariaux et l'augmentation de la productivité.

Cette politique, voulant rompre avec la «spirale inflationniste» risque d'entraîner la spirale de la récession : sous prétexte de diminuer l'achat de produits étrangers, on diminue en fait le pouvoir d'acheter n'importe quel produit. Les experts du GAMA* estiment que le revenu disponible des ménages a été amputé de 25 milliards de francs en 83. Si cette diminution du revenu a surtout joué en 83 sur l'épargne (et donc les possibilités d'investissement), en 84, elle jouera à la fois sur la demande intérieure et sur l'investissement des ménages (notamment dans le logement). Ainsi, la baisse du pouvoir d'achat entraîne et entraînera un chômage accru et une baisse prévue des investissements industriels.

Aujourd'hui, mener une lutte à la fois pour l'emploi et le pouvoir d'achat, c'est nécessaire pour éviter la régression sociale, et pour que des solutions s'attaquant à l'origine de la crise capitaliste soient trouvées. Discutons-en : c'est urgent.

Philippe RIJSEL

*GAMA : Groupe d'analyse macro-économique appliquée, Institut universitaire de prévisions lié au CNRS

Grande affluence les 17 et 18 mars aux Assises nationales contre le racisme : *«Vivre ensemble avec nos différences»* et grande richesse des expériences relatées et des débats.

Dans la foulée des initiatives pour la carte de dix ans, de la Marche pour l'égalité de fin 83, des manifestations unitaires et massives en province à l'occasion de la venue de Le Pen, ces Assises marquent, elles aussi, la poursuite d'une remobilisation des antiracistes de notre pays.

Les débats des six forums : *«Habitat et cadre de vie»*, *«Ecole et éducation»*, *«Entreprise et droits des travailleurs»*, *«Participation à la vie publique et droits civiques»*, *«Histoire et culture»*, *«Médias»*, ont manifesté la variété, le sérieux et l'importance des actions menées par des hommes et femmes, militants engagés sur ces questions depuis longtemps et qui parlent en connaissance de cause : militants antiracistes, militants d'associations de l'immigration, collectifs «jeunes immigrés», etc. Ils révèlent une conscience de plus en plus grande et partagée de l'importance de l'égalité des droits juridique et concrète et ont abouti à des propositions concrètes où, notamment les travailleurs immigrés puissent prendre en charge les affaires les concernant (exemple : la gestion du FAS). De fait, l'ensemble des interventions et débats ont reflété une réflexion en profondeur sur la présence des travailleurs immigrés et de leurs familles en France et ont ouvert des pistes...

Ces Assises ne sont d'ailleurs que le «haut de l'iceberg» d'un vaste mouvement qui, localement, met ensemble dans les écoles, les quartiers, certaines entreprises, les MJC..., des militants de tous horizons afin de trouver ensemble comment vivre ensemble et combattre le racisme. Le 10 décembre prochain, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, ce mouvement sera de nouveau centralisé au plan national. ■

Chez MICHELIN : Un climat général lourd...

La situation dans l'entreprise est marquée par une attitude attentiste du personnel; après une période de chômage partiel important qui avait touché la production fin 81 et 82, l'entreprise a été amputée de 3 000 salariés –départs en retraite ou préretraite– au 1er janvier 83. Après un arrêt complet du chômage partiel pendant trois mois à la fin de l'année dernière, c'est reparti de plus belle avec environ 2 000 personnes concernées chaque mois pour une durée de 2 à 5 jours. Les bruits les plus fantaisistes courent dans les usines, mais tous concernent des modalités de suppression d'emplois. La direction, pour sa part, ne fait rien pour calmer cette inquiétude, et répète dans toutes les réunions qu'il y a des sureffectifs importants, plusieurs milliers de travailleurs... Pour alourdir encore le climat et accentuer la pression sur les travailleurs, le patron procède à des licenciements individuels sous divers prétextes (longue maladie, absences répétées, petits vols, etc...), et, de plus, de nombreuses démissions sont en fait des licenciements déguisés. La pression sur les travailleurs se traduit aussi pour 1983 par une perte de pouvoir d'achat très importante. L'intensification des charges de travail occupe une armée de «chronos» et autres *«techniciens en organisation industrielle»*.

Le climat général chez Michelin est donc lourd.

Les attaques sur le pouvoir d'achat, l'«organisation» du travail et les menaces sur l'emploi provoquent momentanément le désarroi chez une majorité de travailleurs. Les rares luttes sont sectorielles et très défensives.

LES INTERVENTIONS POLITIQUES ET SYNDICALES

Avec une telle «ambiance», les propositions syndicales sont très timides et pénalisées par une division persistante. Même avec le feu vert d'Henri Krasucki et un communiqué commun régional CFDT-CGT pour des actions communes, la CGT Michelin refuse toute action commune. Les travailleurs ne veulent pas savoir qui a tort ou qui a raison; ils refusent la division et attendent des propositions cohérentes pour l'action.

Quant au monde politique, le PCF se fait de plus en plus rare dans ses interventions; et le pouvoir régional représenté par le PS trône dans sa tour d'ivoire et garde secrète toute tractation entre Michelin et les pouvoirs publics. A l'image de Talbot, les mauvais coups se préparent dans le dos des travailleurs, le pouvoir politique croit qu'il peut négocier avec les dirigeants

patronaux alors qu'il ne connaît rien à la réalité des entreprises.

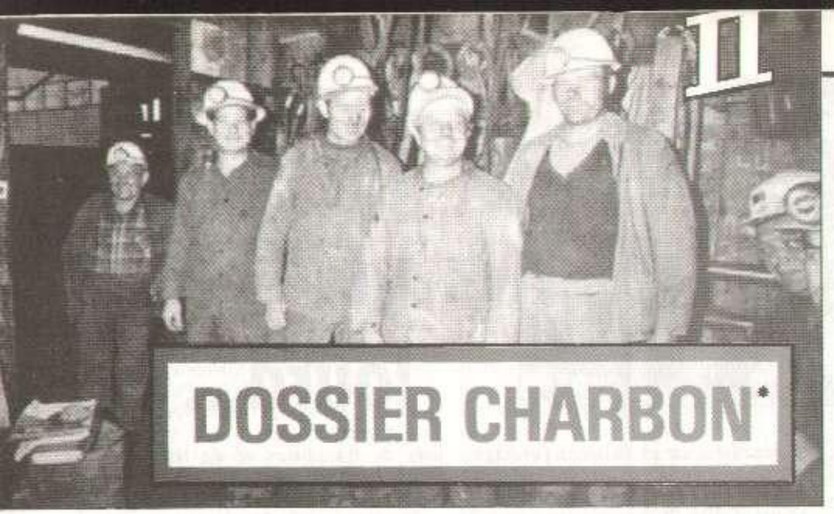
Avec un tel environnement, on n'est pas surpris de voir les milieux économiques et les actionnaires confiants. Le redressement des profits de Michelin est en bonne voie sur le dos de milliers de travailleurs et de nouveaux chômeurs de France, d'Angleterre et d'Italie.

La crise dans l'industrie du pneumatique est bien réelle, et elle a de multiples facettes qui toutes ont pour cause le système capitaliste : fusion et concentration des entreprises du pneumatique, remplacement d'une main-d'œuvre nombreuse par des outils de production très modernes, conséquences du progrès technique dû à la radialisation du pneu mondial... Dans ce cadre, et en particulier avec la dimension mondiale de Michelin, les recettes du style *«Produisons français»* ne font pas long feu et ne mobilisent personne. Quand Michelin a repris Kléber, solution très française, il y a eu des milliers de suppressions d'emplois; demain Sumitomo, le japonais, va peut-être reprendre Dunlop-France avec des milliers de suppressions d'emplois. Et alors Michelin est-il plus gentil que les Japonais? Non. Tous les groupes industriels et financiers appliquent les mêmes règles du jeu capitaliste, et l'Etat lui-même ne s'en prive pas avec la sidérurgie ou les entreprises nationalisées.

La lutte chez Michelin est d'autant plus difficile que la taille mondiale de l'entreprise permet au patron de jouer du piano avec ses différentes usines en fonction du cours des monnaies, des coûts de main-d'œuvre, etc. Mais tous les salariés des groupes multinationaux en sont là, et la lutte même sans coordination internationale, est indispensable et urgente.

Les militants du parti pensent que les travailleurs doivent connaître la vérité; dans le système actuel il n'y a pas de solution miracle pour préserver l'emploi et le pouvoir d'achat, ni *«produisons français»*, ni *«partage de l'emploi»*; les acquis doivent servir à unir et renforcer l'ensemble des travailleurs pour affaiblir les capitalistes et préparer des changements durables et profonds dans les rapports sociaux.

Militants PCML Michelin



DOSSIER CHARBON*

Novembre 1983 : discussions à l'Assemblée nationale du budget 84 de l'Industrie. Beaucoup d'illusions s'effondrent.

En effet, le déclin de la production charbonnière engagé depuis longtemps par les partis de droite, semblait stoppé depuis mai 81 avec l'embauche effective de plus de 8 000 mineurs dans les Houillères entre 81 et 82, avec des promesses de production de 30 millions de tonnes pour 1990, avec l'espoir de subventions nécessaires à la modernisation des puits et pour la recherche, tout ceci allant de pair avec la garantie de l'emploi et le maintien des acquis sociaux.

La réalité : l'enveloppe pour les Charbonnages de France (CdF) à l'intérieur du budget de l'Industrie est votée, y compris par les parlementaires PCF. Elle représente 6,5 milliards de francs, c'est-à-dire la même somme qu'en 1983 et sera reconduite, en francs constants, chaque année jusqu'en 1988.

Mars 1984, les conséquences : CdF annonce pour cette année la suppression de 6 000 emplois, la réduction de 1 million de tonnes. Des mesures similaires seront prises chaque année jusqu'en 1988, où la production plafonnera à 11 millions de tonnes. Concrètement, c'est la liquidation des bassins du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi qui est prononcée.

On comprend la colère des mineurs, à la mesure de leur déception. Dans l'unité, ils se mobilisent : grève des 20 et 21 février 84, marche sur Paris du 2 mars dernier.

Que s'est-il passé? Quelles sont les raisons des choix gouvernementaux?

En matière de production d'énergie, il faut d'abord remarquer que la France est un cas particulier en ce sens que l'introduction massive du nucléaire dans la production d'électricité lui donne une place originale dans le monde.

LA STRATÉGIE CHARBONNIERE FRANÇAISE

En effet, si CdF a réalisé un programme de deux centrales charbon, de 600 MW (Carling en Lorraine et Gardanne en Provence), l'arbre ne doit pas cacher la forêt : ...*«l'importance du programme nucléaire ne doit guère laisser d'illusion, la part des centrales classiques dans la production d'électricité est appelée à diminuer.»* (A.J. Petitmengin de Cdf – *Revue de l'Energie* – 1982) et il ajoute... *«contrairement aux autres pays d'Europe, la France ne verra donc pas l'augmentation de la demande de charbon en ce domaine»*. En fait, du fait que le pétrole revient deux fois plus cher que le charbon, c'est par la fourniture de chaleur à l'industrie et aux logements collectifs que *«doit s'opérer le retour en force du charbon»*. La consommation de ces secteurs triplera. Ainsi, à l'horizon 1990, les projets sont de donner au nucléaire une part de 30% minimum (10% en 81) dans le bilan énergétique, celle du pétrole serait de 30% également (49% en 81), celle du charbon serait de 15% (17% en 81), le reste étant la part de l'hydraulique et des énergies nouvelles.

Cette stabilité du charbon correspondrait à une consommation de 60 millions de tonnes pour 1990 (avec 11 millions de tonnes de production nationale).

Ce qu'on appelle le «renouveau du charbon» en France se résume donc à savoir si ces 60 millions de tonnes seront produites pour moitié avec le charbon national (promesses de 1981) ou principalement (à 80%) avec du charbon importé... C'est cette dernière orientation qui a été choisie : contre le développement de la production nationale promise en 81, le gouvernement a choisi le négoce et la production dans des pays tiers.

Les raisons en sont la volonté gouvernementale d'une part de se dégager politiquement du pétrole :... *«notre indépendance énergétique... reste marquée par une dépendance excessive à l'égard des importations de pétrole.»* (ministère de l'Industrie); et d'expliquer que les pays exportateurs (USA, Canada, Australie et Afrique du Sud) sont des pays *«dont l'économie de marché offre le double avantage de garantir le libre accès... et d'être ouverts aux investisseurs étrangers»*. D'autre part, une autre raison est de se jeter à la conquête du marché charbonnier mondial plus générateur de profits que la production nationale. Les Charbonnages *«s'efforceront d'accentuer leur présence sur le marché international et de contrôler une part croissante de la production mondiale de charbon»*.

Les choix gouvernementaux sont clairs. C'est un alignement de la France au sein du marché impérialiste mondial, en acceptant ses lois, ses règles et ses pratiques. C'est aussi, il faut le remarquer, la continuation de la politique menée avant le 10 mai 1981. Notre production sera «hors sol», comme il existe une agriculture «hors sol», c'est-à-dire hors du territoire national. Ceci implique l'achat de gisements à l'étranger, et c'est ce qui a été commencé dès 1978 avec la création par CdF d'une société «d'investissement et d'exploitation à l'étranger» : CdF International qui a déjà effectué un certain nombre d'opérations, telles que prises de participation dans des mines en Australie, au Canada, et dans le Tiers Monde (Botswana et Colombie), participations aux activités de négoce international comme l'accord passé avec la société américaine Coal Trading Corporation.

CdF, entreprise nationale et premier opérateur français, voit ainsi son rôle de mulitnationale confirmé et renforcé (et ceci vaut également pour les «pétrolières nationalisées» (Elf et CFP) qui se lancent sur ce marché, en Afrique du Sud pour la CFP, par exemple...).

LES CONSÉQUENCES D'UNE TELLE POLITIQUE

De façon générale, les conséquences sont, d'une part, l'octroi de subventions importantes pour accroître les capacités des ports français de façon à pouvoir accueillir des navires de 200 à 300 000 tonnes; d'autre part, la programmation de la récession générale des bassins français, avec la liquidation de ceux du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi, la suppression de 36 000 emplois et un niveau de production tombant à 11 millions de tonnes pour 1988.

L'exemple du bassin du Nord-Pas-de-Calais est significatif de la gravité de la situation. Ce bassin qui comptait 110 puits et 210 000 salariés en 1945, ne compte plus en 1983 que 7 puits et 23 600 salariés. 1984 verra 3 000 emplois supprimés, la fermeture de 3 puits au moins et la production diminuer de 600 000 tonnes. Chaque année, d'ici 1988, verra des mesures similaires reconduites, jusqu'à la fermeture quasi totale des activités minières. L'emploi et les acquis sociaux de milliers de mineurs actifs et retraités sont ainsi remis en cause, sans parler des retombées néfastes sur l'emploi régional pour les secteurs vivant autour de cette industrie.

Et ce ne sont pas les promesses de réindustrialisation avec des métiers en «ique» qui changeront quelque chose à cette situation dramatique.

Ces derniers mois, la presse, la télévision ont matraqué sur le déficit de CdF et le coût trop important du charbon français, notamment celui du Nord-Pas-de-Calais.

Pourtant, rien n'a été dit sur la stratégie charbonnière de la France, et c'est pourquoi nous avons voulu remettre les choses à leur place. Cependant, la question du coût du charbon français mérite quelques explications.

LE COUT DU CHARBON FRANÇAIS

Le discours officiel prétend réduire la facture énergétique de nos importations et le rééquilibrage en faveur du charbon importé doit aller dans ce sens. Or, il faut savoir que le charbon se paie lui aussi en dollar, ce qui rend bien difficile toute prévision vu la spéculation dont ce dernier est l'objet.

Il est aussi fait état du déficit de CdF. Or, il faut savoir que 50% des subventions de l'Etat sont liés à des charges non liées à la production (logements, retraites, sécurité sociale). Mais il n'est jamais fait état des sommes engagées par CdF pour mener la politique de «conquête» sur les marchés étrangers. Jamais il n'est fait mention du coût social engendré par ces milliers de suppressions d'emplois. A-t-il été d'ailleurs chiffré? De plus, sait-on que les descendants des Compagnies minières touchent encore des dividendes?

Sait-on que le seul charbon réellement moins cher vient d'Afrique du Sud, le pays de l'apartheid, et que ce charbon intervient pour 20 à 30% dans nos importations suivant les années?

N'y a-t-il pas quelque chose d'odieux à mettre en parallèle le coût du charbon produit par des «mineurs-esclaves» et la production nationale? En fait, le coût du charbon français est loin d'être l'élément décisif comme on veut nous le faire croire. Par contre **la course au profit**, la lutte pour avoir une part du marché mondial sont bien réelles, même si on n'en parle pas.

QUE FAIRE? NOS PROPOSITIONS

En réponse à cette situation, certains pensent que la solution réside dans la remise en cause du programme nucléaire français; d'autres pensent qu'il faut utiliser les technologies nouvelles au service de la production nationale (gazéification, liquéfaction, nouvelles chaudières). Si intéressantes qu'elles soient, ces propositions industrielles souffrent d'un inconvénient majeur : au problème politique posé, elles répondent sur le plan technique. Elles ne remettent pas en cause l'engagement de la France sur le marché impérialiste, et c'est bien cela qui est en cause et pas autre chose. C'est pourquoi nous pensons que tant que le gouvernement français restera dans le cadre de ses alliances antérieures, ce qui signifie l'acceptation de la logique impérialiste, il n'y a pas d'issue positive pour les travailleurs.

C'est pourquoi la seule issue réelle, en cette période de chômage massif, c'est la mise en œuvre d'une politique basée sur la satisfaction des besoins du peuple. Cela suppose une politique d'indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, d'alliance avec les peuples et pays du Tiers Monde, de refus de la domination du dollar.

Sur le plan international, cela implique la remise en cause du rôle joué par CdF en tant que multinationale impérialiste, le refus des importations venant d'Afrique du Sud et leur remplacement par la production nationale, le passage de contrats sur une base d'égalité et d'intérêt mutuel avec les pays producteurs du Tiers Monde, la mise en place avec ces pays d'un système d'approvisionnement indépendant des multinationales.

Sur le plan intérieur, la politique à mener devrait s'attaquer à la fois à la modernisation des puits et au maintien de l'emploi par le développement d'industries liées au charbon, en associant les travailleurs des Houillères aux orientations, aux choix financiers et technologiques. La participation aux grands choix politiques et industriels des travailleurs, c'est là notre vision du socialisme.

Aujourd'hui, nous apportons notre soutien entier à la lutte des mineurs de charbon, car leur lutte contre le chômage, contre la misère est aussi notre combat.

Yves CASTAY

* *Voir la première partie du* Dossier Charbon *dans le numéro 17 de* Travailleurs

PCML Flash hebdomadaire

TRAVAILLEURS mensuel

Abonnement groupé :

6 mois : 80,00 F 12 mois : 150,00 F

soutien : 100,00 F soutien : 200,00 F

Nom . . . . . .

Adresse . . . . . .

Code postal . . . . . .

Règlement à : **Presse d'Aujourd'hui – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20**

ENSEIGNEMENT

Dans le débat école publique/école privée

Alain Savary, ministre de l'Education nationale, vient de rendre public, vendredi 16 mars, le contenu précis des décisions concernant les relations entre l'Etat, l'enseignement public et l'enseignement privé.

COMPROMIS... OU COMPROMISSIONS?

C'est, depuis l'ouverture des négociations à ce sujet le 25 janvier 82, au moins la quinzième version proposée par le ministre. D'autres modifications sont d'ailleurs susceptibles d'intervenir jusqu'au 11 avril, date à laquelle le Conseil des ministres doit adopter le projet de loi qui sera vraisemblablement soumis au Parlement à la session de printemps.

Le caractère complexe, sinueux de la démarche suivie par le ministre vient de plusieurs facteurs. D'un côté, dans ce domaine aussi, la politique gouvernementale est à la recherche d'un compromis avec des forces sociales et politiques qui ne lui sont pas favorables, à la recherche d'un *«point d'équilibre»*, d'un consensus «qui ne soit pas remis en question tous les 5 ans»; mais d'autre part les mesures Savary traduisent aussi les reculs et les compromissions du gouvernement devant l'ampleur des manifestations et le rapport de forces créé par les partisans du privé, devant la constance de certains sondages qui donne 2/3 des Français favorables au privé, devant l'existence de «sensibilités» différentes dans la majorité — et face aux échéances de 86.

Pour mieux comprendre la portée des mesures actuelles, il est nécessaire de préciser quelques aspects de l'enseignement privé.

LE PRIVÉ : RÉALITÉS ET PRIVILEGES

Le privé, c'est 1/6e de la population scolaire, l'enseignement catholique représentant 92,8% de ses effectifs, soit 1 900 000 élèves, 15,5% du total (13,7% dans le premier degré, 18,3% dans le secondaire, ce pourcentage pouvant dépasser 40% dans certaines régions comme la Bretagne).

Le privé, c'est aussi 120 000 enseignants, 9 600 chefs d'établissement, 123 000 administrateurs et bénévoles.

Depuis la **loi Debré de 1959**, les établissements privés sont régis par deux types de contrats. **Contrat simple** : 63% des écoles privées dans le primaire. Les enseignants, soumis à un statut de droit privé, sont agréés par l'Etat, qui prend en charge les rémunérations, les frais de fonctionnement étant payés par les écoles —les communes «pouvant» y participer (loi Guermeur).

Contrat d'association : 92,3% des lycées et collèges privés. L'Etat, en plus des salaires, prend en charge les frais de fonctionnement. Les enseignants, salariés de l'Etat, doivent suivre les règles et programmes de l'enseignement public.

Les privilèges dont jouit le privé, ce sont des libertés que l'Etat par ailleurs refuse au public : liberté pour la famille de **choisir son école**, liberté pour le directeur d'**ouvrir des classes**, des filières —alors que sur ces deux points le public subit la contrainte de ce qu'on appelle la *«carte scolaire»*—, liberté enfin pour le directeur de choisir —et donc aussi de licencier— ses enseignants, pourtant salariés de l'Etat.

LES MESURES SAVARY DU 16 MARS

Elles sont au nombre de quatre.

Premièrement : **les crédits affectés par l'Etat au privé** seront limitatifs, c'est-à-dire que le nombre d'emplois, de classes une fois fixé au budget primitif, il ne sera plus possible au privé d'ouvrir par exemple une classe en cours d'année et d'en appeler alors aux deniers publics, l'Etat étant alors obligé de payer. C'est la fin d'un privilège.

Deuxièmement : **l'intervention financière des collectivités territoriales** : c'est la décentralisation qui se met en place en matière éducative. L'Etat ne sera plus seul à supporter les frais de fonctionnement; obligation est faite aux collectivités (la commune pour le primaire, le département pour le collège, la région pour le lycée) de financer les écoles, en prenant comme **critère le coût moyen d'entretien d'un élève dans le public** —et non, comme c'est le cas aujourd'hui, les frais d'entretien, d'aménagement de l'école publique, divisés par le nombre d'élèves pour avoir un coût moyen. Ainsi sont levées certaines ambiguïtés de la loi Guermeur et il ne sera plus possible sur ces bases à certaines communes de gauche de refuser le financement d'écoles privées.

Troisièmement : **l'EIP (Etablissement d'intérêt public)** est la principale innovation du dispositif. C'est un organisme regroupant plusieurs établissements privés et ayant une «autonomie de gestion éducative, administrative et financière»; il est l'instrument de la décentralisation servant à collecter et à répartir les fonds publics. A terme, il doit remplacer les contrats actuels.

Quatrièmement : **le statut des enseignants** : le texte instaure un statut unique de «contractuel de droit public» qui donne certaines garanties d'emploi et de réemploi en cas de suppression de poste. Quant à la titularisation au sens de fonctionnarisation, sa perspective est repoussée dans le temps (6 ans).

UN POINT-CLÉ : LA FONCTIONNARISATION

Si les laïques réagissant à ces mesures enregistrent *«l'atténuation de certains privilèges... et des perspectives d'amélioration relatives de la situation de certains personnels»*, ils dénoncent *«le risque persistant de pérennisation du dualisme scolaire»*. Les catholiques par contre s'élèvent contre la perspective de fonctionnarisation qu'ils veulent faire supprimer du projet définitif.

Ainsi, à côté de ce *«point d'équilibre»* que recherche Savary, la titularisation des maîtres du privé paraît bien être un «point de rupture» sur lequel un compromis accepté des deux parties semble impossible. Les maîtres du privé, bien que payés par l'Etat, sont soumis à des pressions continuelles de la part des chefs d'établissement ou de notables locaux. Leur liberté pédagogique est souvent surveillée, ce qui les condamne à l'autocensure; leur liberté syndicale est souvent remise en question, l'affiliation à certains syndicats pouvant être considérée comme incompatible avec le projet pédagogique, le «caractère propre» de l'établissement. La titularisation de ces personnels leur donnerait une véritable liberté et sécurité de l'emploi, changerait considérablement la situation des établissements privés et les données du problème privé/public. Les mesures Savary ne semblent malheureusement pas aller dans ce sens.

LES ENJEUX

Le débat actuel sur la laïcité est un **débat important.** Il ne s'agit ni de la résurgence d'une querelle archaïque ni d'une simple expression de la bipolarisation gauche/droite —même si la manifestation de Versailles, par exemple, a montré la capacité de la droite à organiser et à utiliser le mouvement de défense du privé. La réalité est complexe : il est connu que peu de parents aujourd'hui envoient leurs enfants dans les établissements privés pour des motivations religieuses (24% seulement d'après les sondages). Ce sont bien souvent les carences dont est victime l'enseignement public depuis de nombreuses années (effectifs chargés, congés non remplacés, crédits insuffisants, services accueil, garderie, cantine pas toujours assurés) qui expliquent le regain de prestige dont jouit le privé. Mais fondamentalement **les difficultés de l'enseignement public** face à l'échec scolaire, à l'évolution des besoins de formation dans une société en pleine mutation, sont partagées par l'enseignement privé.

Qu'elle soit privée ou publique, l'école reste un rouage de la société capitaliste permettant la reproduction de l'idéologie bourgeoise, la formation de la main-d'œuvre plus ou moins qualifiée dont l'économie a besoin, etc. C'est donc bien sur le terrain de la **lutte pour l'amélioration du système éducatif en général** que nous devons nous situer, sans pour autant nous désintéresser de la forme que peut prendre ce combat. Et le débat actuel public/privé peut-il se comprendre en dehors du contexte de la politique de **décentralisation**? En dehors d'une **volonté d'adaptation de l'école aux mutations de la société capitaliste**? La mise en place des EIP, le rôle donné aux collectivités territoriales, mais aussi la reconnaissance du «caractère propre» des établissements privés, la mise en avant de la notion d'*«autonomie»* des établissements publics, sont sans doute des moyens d'obtenir une plus grande souplesse du système éducatif en général, faire que l'éducation colle davantage aux nouveaux besoins de l'économie, chaque établissement développant tel aspect, donnant telle formation spécifique lui permettant de s'inscrire avec succès dans la dynamique industrielle.

Bien loin d'être secondaire, la querelle public/privé concerne tous les militants ouvriers et populaires, tous ceux qui cherchent à analyser la crise, les mutations que nous vivons, et à dégager des axes de lutte dans ce contexte. S'il nous faut rester vigilants face à un type de développement qui viserait, sous couvert de décentralisation et d'«autonomie», à renforcer la soumission directe de l'école aux besoins et à l'idéologie du patronat et des notables locaux, nous devons par contre réaffirmer nettement nos objectifs de lutte contre l'échec scolaire, pour l'ouverture de l'école sur la société, pour l'intervention des usagers dans l'école, la prise en compte des réalités sociales. Il nous faudra sans doute, dans les semaines qui suivent, participer à toute lutte nous rapprochant de ces objectifs, en particulier : —pour un service public unifié laïque et rénové de l'éducation; —des moyens nouveaux pour l'école; —pour la titularisation et les droits syndicaux des maîtres du privé.

Philippe MUNIZ

DERNIERE MINUTE : le CNAL vient d'annoncer des manifestations le 25 avril, auxquelles notre parti s'associe.

QUELQUES REPERES

1972 Programme commun : *«les établissements privés percevant des fonds publics seront, en règle générale, nationalisés»*.
1981 Propositions Mitterrand : *«un grand service public unifié et laïque de l'Education nationale sera mis en place, mise en place qui sera négociée sans spoliation ni monopole»*.
25 janvier 1982 début des négocations sur la question scolaire.
20 décembre 1982 plan Savary en six points, rejeté par les catholiques et retiré par Savary ... en attendant les municipales...
19 décembre 1983 nouvelles propositions. Accueil plutôt favorable des catholiques, mais refus des laïques qui y voient l'abandon de l'objectif du service public unifié et laïque.
Novembre 83 manifs laïques. Chauny (35 000 personnes), Epinal (25 000), Ysingeaux (40 000), Rodez (40 000), Nantes (150 000), Marseille (150 000), Arpajon (80 000).
13 janvier 1984 nouvelles propositions. Selon la FCPE, elles pourraient permettre de *«moraliser les conditions de fonctionnement des établissements privés»*. Les catholiques mobilisent contre.
Février 84 manifs du privé Bordeaux (60 000), Lyon (120 000), Rennes (220 000), Lille (250 000), Versailles (500 000).
16 mars 1984 Décisions Savary en quatre points. Du positif selon le CNAL, mais danger de *«pérenniser le dualisme»*. Catholiques : accord sauf sur la titularisation des maîtres.
25 avril 1984 Le CNAL annonce de grandes manifestations pour infléchir le projet Savary.

Après la Catalogne et l'Occitanie, la Bretagne. Nos «voyages» se suivent, diffèrent et aussi se ressemblent. Ils diffèrent, car c'est toujours la rencontre avec une histoire, une culture, une langue, une réalité économique et sociale originales. Mais comme est parallèle l'itinéraire récent de ceux qui se battent pour que soient reconnues et prises en compte la réalité et les spécificités de leur peuple. On observe souvent, comme chez les fondateurs de l'UDB en Bretagne, le déclic qu'a provoqué la lutte pour l'indépendance du peuple algérien. On trouve toujours l'élan de 68 qui vivifie une jeunesse en quête d'une identité culturelle propre où inscrire son avenir. Marti chante l'Occitanie, Stivell chante la Bretagne. On crée des écoles qui s'appellent *bressola, calendreta, iskatola, scola corsa* et *diwan* en Bretagne. Partout, la liaison avec les luttes ouvrières et paysannes s'opère dans les années 70 : grande manifestation de 76 dans le Midi viticole, lutte du Joint à St-Brieuc, guerre du lait en Bretagne. Les liens subsistent et se renouent aujourd'hui. Ici, en Bretagne, le mouvement est vivant, divers, multiforme et nullement négligeable si l'on évoque le rassemblement de l'amnistie d'après 81 ou ceux des fêtes de l'UDB. Au fil des rencontres se confirment la déception et aussi la colère vis-à-vis de la politique gouvernementale. Certaines aspirations et revendications sur lesquelles François Mitterrand s'était solennellement engagé, en Bretagne même, n'ont jamais été mises en œuvre ni ne sont en passe de l'être. Déception et colère nourriront-elles une mobilisation de masse accrue et organisée ou bien une radicalisation désespérée? Les grands partis, à gauche, finiront-ils par reconnaître la légitimité des aspirations nationales? Il est grand temps.

François LARGUIER – Camille GRANOT

UDB

Dans la brochure de présentation de notre parti, nous dégageons trois caractères : c'est une formation résolument de gauche, dégagée de la conception traditionnelle d'optimisme du mouvement breton; une formation bretonne, indépendante des partis politiques de gauche français, une formation partant des conditions réelles d'existence du peuple breton.

Cette «conception traditionnelle d'optimisme» consiste à dire que, puisque la Bretagne est une nation de toute éternité, il faut continuer d'agir sur cette base sans tenir compte des préoccupations fondamentales du peuple breton pour lequel l'autonomie n'a de sens que s'il en perçoit le contenu dans la vie de tous les jours. Formation indépendante de la gauche traditionnelle : sur ce point, il faut revenir un peu en arrière, après les élections municipales de 77 et la désunion de la gauche. Dans ce contexte, notre Congrès de St-Nazaire, en 1980, a marqué un tournant dans la pratique politique de l'UDB; deux notions y ont été avancées, celle du «bloc progressiste» et celle de la «démarche autonome». L'UDB a estimé alors ne pas avoir à se laisser entraîner dans une désunion très préjudiciable au peuple breton; nous avons décidé d'avancer nos propositions propres, et de ne plus les concevoir, comme auparavant lors de notre phase d'implantation, comme un complément au programme commun. Cette «démarche autonome» n'a pas été remise en cause lors de notre Congrès de Nantes, tenu pourtant après l'élection d'un président de la République de gauche. Cette élection ne doit pas changer notre pratique autonome selon nous; et paradoxalement bien au contraire dans la mesure où, dès les premiers mois, nous avons perçu que la gauche au pouvoir commettait une erreur politique en appelant les gens à rester tranquilles, à se dessaisir de leur pouvoir au profit d'un gouvernement sensé régler tout seul les problèmes de fond...

Qu'avons-nous connu depuis? D'une part, l'arrêt du projet de centrale de Plogoff, d'autre part, l'amnistie des Bretons emprisonnés et dans le domaine culturel, la licence en breton. Mais au-delà, il n'y a pas eu grand-chose. Il n'a été apporté aucun des remèdes nécessaires pour changer la réalité sociale et économique en Bretagne : bas salaires en majorité, émigration des jeunes diplômés entre 20 et 30 ans, etc. Le rattrapage indispensable ne pouvait se faire indépendamment d'un plan économique global. Nous ne l'avons pas vu. Et ceci, alors que les grands secteurs financiers et bancaires, que les grandes entreprises ont été nationalisés! Nous pensions que la nationalisation du crédit et des grandes unités de production aurait dû permettre de mettre sur pied un plan de gauche pour l'ensemble du territoire français et en particulier pour la Bretagne. Il fallait voir les choses dans leur ensemble en tenant compte de la réalité bretonne, de ses handicaps, dont son retard en industrialisation, et de ses atouts dans le domaine agricole et agro-alimentaire (1).

Si on conçoit que M. Marcellin répugne évidemment à s'appuyer sur les nationalisations pour bâtir un plan breton, on comprend moins que les socialistes qui détiennent l'essentiel du pouvoir au niveau de l'Etat central, n'essaient pas, eux, de s'appuyer sur les nationalisations. Le PCF a repris la revendication de l'UDB sur les nationalisations et demande une conférence régionale sur l'électronique; il n'a reçu que des réponses laconiques des représentants des nationalisées en Bretagne. Ce qui montre bien que la gestion de ces entreprises n'a pas changé, que leurs buts sont les mêmes et que J. Delors leur demande d'être compétitives dans la même logique que celle du système antérieur. Nous pensions ces multinationales l'un des facteurs essentiels de la crise économique : les maintenir sous leur forme capitaliste ne pouvait qu'exposer à connaître les mêmes crises...; nous pensions qu'il fallait les redéployer géographiquement en France et en changer la gestion. Or, après quelques mois, on a confié des pouvoirs plus importants aux Pdg de ces grandes entreprises nationalisées! C'est un reproche de fond, un reproche majeur que nous faisons aujourd'hui à la gauche au pouvoir.

Notre démarche autonome et notre capacité à proposer ne s'en trouvent que confortées. Au niveau culturel, on voit les effets de l'idéologie jacobine partagée par la gauche : le pouvoir actuel ne veut pas lâcher sur les deux maillons extrêmes de la chaîne culturelle : les écoles Diwan et le CAPES de breton. Là également, nos revendications fondamentales ne sont pas satisfaites...

H. GOURMELEN

(1) H. Gourmelen, notant la convergence «paradoxale» entre le plan hexagonal et le plan breton adopté par une majorité de droite, signale également que ce plan a été élaboré avant même l'élection au suffrage universel de l'assemblée bretonne. Celle-ci aurait permis «un saut politique qualitatif» selon lui.

VOYAGE EN BRETAGNE

Emgann

Emgann est un mouvement de libération nationale du peuple breton pour le socialisme autogestionnaire, né il y a deux ans. Il est le seul mouvement politique nationaliste en Bretagne, formé à partir des anciens KAD, Comités pour l'amnistie des prisonniers politiques, et d'anciens prisonniers politiques. Dans «*Emgann*», la plupart n'ont jamais été membres de partis politiques; ils ont été militants de comités contre l'implantation militaire, contre les marées noires, pour la défense du littoral, militants syndicaux et culturels.

Nous sommes un mouvement nationaliste, non violent; nous préconisons des actions de désobéissance civile, des occupations, insoumissions, à la limite du légal. Pour nous, existe une priorité : l'emploi de la langue; les réunions de certaines sections se font en breton, par exemple à Guingamp. Notre presse, nos affiches sont bilingues.

Jusqu'à présent, nous avons mené des actions sur la radio. Le gouvernement actuel avait promis pas mal de choses...; prenez l'exemple de RBO, on a eu une Radio France améliorée avec un peu de breton, même pas les 5 heures par jour promises. Et pas les moyens de suivre l'actualité, et une bonne partie des communiqués censurés sur les problèmes bretons, etc.! On a fait une occupation à RBO pour dénoncer tout cela. On a d'ailleurs eu l'occasion de discuter avec des gens de RBO : ils pratiquent l'autocensure; ils passent des informations en breton, en particulier sur les pays celtiques, mais ne les donnent pas en français.

Nous sommes nationalistes. Le peuple breton existe; une communauté existe en Bretagne sur un territoire déterminé. Il y a des problèmes spécifiques en Bretagne. Elle a été un des pays les plus riches d'Europe avant l'annexion, avec des grands ports, la construction de bateaux, etc., et un commerce extérieur très riche. Actuellement, les problèmes de l'agriculture sont un problème spécifique breton tenant au régime économique imposé à la Bretagne. Un autre gros problème, c'est l'invasion de la Bretagne par les troupes françaises : le Finistère tout entier est un camp militaire. On peut parler du nucléaire : la mobilisation autour de Plogoff, avant 81, c'est typiquement breton. Le nationalisme, ce n'est pas planter des barbelés au large de Rennes ou de Nantes. Nous sommes capables de vivre avec les peuples de France sans se faire aider... Des relations autres que celles existant aujourd'hui sont possibles entre la Bretagne, la Corse, le Pays Basque, l'Occitanie, la Flandre, l'Alsace, d'autres pays comme l'Irlande, le Pays de Galles... Justement par le socialisme autogestionnaire.

Par rapport à la langue, nous avons des revendications, ou plutôt des vœux dans le comportement général. Nous réclamons une radio en breton, vraiment libre et non une succursale de Radio France. Quant à l'enseignement, c'est très difficile à dire. Notre rôle n'est pas de demander, de quémander sans cesse à l'Etat français du breton dans les écoles, la langue obligatoire, etc. Nous voulons des écoles bretonnes et sommes pour des contre-pouvoirs en Bretagne; c'est aux mouvements et partis autonomistes de demander des aménagements. C'est leur rôle, pas le nôtre. Nous, il nous faut changer la mentalité des gens, leur réapprendre à vivre leur breton et à le réemployer...

Mihaël HERJEAN

Ecole du renouveau

Skol an Emsav est un mouvement né en 1969, à l'initiative de jeunes, étudiants à Rennes ou jeunes de certaines régions comme le

Carte des écoles Diwan

Trégor. Cette naissance est liée au bouillonnement des idées de 1968. Ces jeunes, bretonnants ou d'origine bretonnante, avaient plus ou moins perdu la langue et voulaient la retrouver. Cela était mal vu, en particulier dans les «milieux cultivés», pour lesquels «breton» était synonyme de «paysan», «pauvre type», etc. Ceci était lié à un phénomène plus important, de masse, comme par exemple le phénomène Stivell, le phénomène *Fest noz*. Sur le plan économique et social se manifestait la volonté de vivre décemment et de travailler au pays. Exemples : la lutte du Joint Français à St-Brieuc, la «guerre du lait», etc.

A l'origine, il s'agissait d'un mouvement social, et non d'un mouvement politique. Notre démarche n'était pas de prise de pouvoir; c'était une démarche sociale de réhabilitation d'une société à partir d'une démarche culturelle : développer tous les moyens nécessaires à une société pour vivre à travers sa langue, sa culture. On a commencé par développer les cours en breton; à Rennes, 2 à 300 personnes suivaient des cours toute l'année; on a multiplié les stages pendant les congés, les stages à la campagne... En même temps, il y a eu des manifestations ou actions

politiques pour la défense de la langue bretonne.

Nous ne pouvons, faute de place, publier ici l'historique précis des luttes auxquelles Skol an Emsav *a participé jusqu'à aujourd'hui : après le regroupement du Galv (dont SAE n'était pas partie prenante), les manifestations de Pontivy (73), de Guingamp (75), l'épisode de la «charte culturelle» de Giscard, la création des écoles Diwan en 77, le «Front culturel progressiste breton», regroupant partis de gauche, syndicats et associations, les difficultés de mobilisation à la fin des années 70, les promesses non tenues après 81.*

Les activités de *Skol an Emsav* sont diverses : cours de bretons, stages, axes de lutte (actions contre le recensement, actions pour le libellé des chèques en breton, actions de barbouillage des panneaux routiers) et activités d'édition (livres pour enfants, un mensuel *Brémàn : Demain*). Nous avons aussi toute une réflexion sur la politique culturelle régionale ; on observe un recul du mouvement culturel, un manque de coordination de ce qui se fait, des activités de pays. Les objectifs de notre mouvement sont : la co-officialité de la langue bretonne, l'intégration de *Diwan* dans le service public, l'enseignement obligatoire du breton, des services de radio et télé en langue bretonne...

Tangi LOUARN – Jil KILLEVERE

une école pour le pays
une école pour tous
une école pour vos enfants

DIWAN
SKOLIOU BREZHONEG

– Première école lancée en 77 ; aujourd'hui 20 écoles et 28 classes ; première école primaire en 81, niveau CM1 ; CM2 pour l'an prochain.

– Jusqu'en 80-81 aucune subvention. *Diwan* financé par aides et dons (38% du financement de 77 à 81) et par recettes des *Fest noz*, galas, jeux, cyclo-cross, ventes de produits *Diwan*, etc.

– Demande d'intégration dans le public depuis 1977, sans réponse jusqu'en 1981. Après mai 81, après difficultés et reculs gouvernementaux successifs par rapport aux promesses d'avant élection, signature d'un accord avec l'Education nationale en avril 83.

– La Convention signée le 28 octobre 83 ne prend finalement en charge que 11 postes à 50%, plus une subvention additionnelle, soit 25% du budget global de *Diwan*. D'où grosses difficultés financières ; depuis juin 82, *Diwan* a décidé de ne plus payer la part patronale des cotisations URSSAF et ASSEDIC. Peu de subventions des instances départementales et régionales. Certaines aides de certaines communes.

– Enseignement en breton privilégié dans l'enseignement élémentaire et préélémentaire pour parvenir au bilinguisme.

POUR LA LANGUE BRETONNE

Notre journal a été créé en 1973 par un enseignant de langues, Claude Henry, bretonnant de naissance. Constatant que le breton édité était surtout littéraire, il a pensé qu'il fallait un journal s'adressant aux gens qui parlent breton chaque jour, leur restituant la langue qu'ils parlent effectivement. Le principe retenu a été l'interview enregistrée au magnétophone permettant d'avoir une langue simple, parlée, et permettant aux gens d'exprimer leur vie, leur métier, leurs souvenirs, leurs luttes, d'exprimer ce qu'est la vie en Bretagne. En dix ans, notre journal a fourni un panorama assez large des grands événements survenus en Bretagne.

Notre journal est bilingue, mais de manière originale : on utilise le français pour venir au breton ; ainsi on soustitre chaque ligne en breton avec une traduction littérale. Notre démarche vise à amener les gens à lire leur propre langue. Au départ, l'objectif était de toucher les bretonnants de naissance ; dans les années 73-74, Claude Henry a réussi à envoyer 700 collecteurs d'abonnements sur les routes, souvent des élèves des cours de breton tout feu tout flamme. En 1974, il y avait 5 200 abonnés ! Puis ça s'est essoufflé, *Diwan* a pris pas mal d'énergie... On finit l'année 83 avec un peu moins de 2 000 abonnés. *Evid ar Brezhoneg* reste encore, et de loin, le premier journal de langue bretonne. Nos lecteurs ont changé, ce sont plutôt des gens qui apprennent le breton, des jeunes, etc. mais des gens continuent de s'abonner...

On privilégie le côté pédagogique, mais notre journal, c'est aussi un journal comme les autres, un journal d'information. On se veut apolitique au sens où on n'est pas partisan. Mais défendre le breton, choisir la langue populaire bretonne c'est déjà politique. Et dans les conflits sociaux, on va voir les syndicalistes, pas les patrons ! On est admis dans le mouvement breton et aidé par tout le monde.

Entretien avec deux journalistes

SKOL HANTERNOZ
Ecole du Nord

L'objectif de *Hanternoz* est limité : c'est l'enseignement de la langue. On y retrouve tout l'échiquier politique et même des gens qui n'appartiennent pas au mouvement breton, qui viennent pour apprendre la langue bretonne. Nous ne prenons pas position sur le plan politique.

Notre création date d'un peu moins d'un an. Nous voulons passer d'une école de militants, avec cours du soir, cours pour adultes faits par des militants, à une véritable école de langue. Après avoir effectué deux stages d'essai, on veut «plonger» les stagiaires dans un petit village de l'intérieur (où nous disposons de locaux), avec un contact avec la population, là où le breton est la langue au quotidien.

Notre projet a été bien accueilli par le conseil général en vue d'une subvention ; il faut dire qu'on s'adresse uniquement à des adultes. Des choses ont changé ; auparavant ceux qui apprenaient le breton le faisaient en raison d'une démarche militante ; aujourd'hui il n'y a pas seulement ça, il y a recherche d'identité. Il y a 10 ou 15 ans, nous n'aurions pas pu tenter une telle expérience ; il y aurait eu un refus dans la population. Dans le CA de l'association, il y a un maire et un président de comité des fêtes, et ils sont associés à notre démarche ; dans le prochain stage d'entraînement à la langue parlée, il y aura le contact avec la population.

M. LE COCQ

LE MONDE EN BREF

SALVADOR : ÉLECTIONS QUADRILLÉES. Les élections – obligatoires sous peine de sanctions – ont donc eu lieu au Salvador. Deux millions et demi de personnes figurées sur les listes «révisées». Le nombre de votants dépassera à peine la moitié. Selon le Front démocratique révolutionnaire et le Front Farabundo-Marti, *«89 municipalités sur 261 n'ont pu voter, se trouvant dans des zones contrôlées par les rebelles»*. De plus, le Conseil central des élections, malgré les ordinateurs dernier cri directement reçus des USA pour l'occasion, s'est trompé dans les calculs du premier résultat officiel. Heureusement l'armée qui déjà avait quadrillé le pays pour cette consultation, a validé les bulletins de vote elle-même après la fermeture du scrutin en faveur de Duarte dans l'espoir de favoriser l'aide américaine à l'armée salvadorienne. Reagan quant à lui a estimé ces élections *«comme une victoire de la liberté sur la tyrannie»* !

LES U.S.A. ET LA CORÉE DU SUD TOUJOURS OPPOSÉS A LA RÉUNIFICATION DE LA CORÉE. Il y a quelques temps, la Corée du Nord dans le but d'éliminer le danger de guerre et d'avancer dans la réalisation de la réunification pacifique de la nation coréenne a proposé des entretiens tripartites : USA, Corée du Sud, Corée du Nord. Auparavant, les propositions nord-coréennes se limitaient à des entretiens Nord-Sud. La Corée du Sud exigeait que les USA y participent. On pouvait croire que désormais le coup de pouce étant donné, le peuple coréen pouvait se permettre d'espérer un peu plus ! Ce n'est pas si simple. La Corée du Sud vient de repousser les propositions, exigeant que les entretiens soient seulement Nord-Sud ! Les USA les ont repoussées tout autant, exigeant qu'y siège la Chine populaire qui, elle, s'étonne qu'on lui demande officiellement d'intervenir dans les affaires internes d'un pays.

Les Coréens du Nord continuent d'exhorter ceux du Sud à accepter cette juste solution pour ouvrir le dialogue.

CHILI : «HUITIEME PROTESTATION». Le mardi 27 mars, l'opposition chilienne – le Mouvement démocratique populaire et l'Alliance démocratique – a organisé la 8e journée de protestation contre le régime Pinochet. Elle a connu un succès remarquable, élargissant son impact aux camionneurs, aux commerçants et à la province. La répression fut très violente. Selon le bilan officiel : 4 morts dont un enfant de 13 ans et un étudiant et 369 arrestations. Depuis le mois de mai dernier, le nombre de morts au cours des manifestations seraient de 62 personnes. Le gouvernement américain, maître d'œuvre et béquille de ce régime dictatorial depuis 1973, souhaiterait maintenant *«le rétablissement d'un gouvernement civil élu»*. Preuve s'il en fallait que les mots d'ordre criés par les manifestants : *«Il va tomber, il va tomber», «Ça se sent, ça se sent, Allende est présent»*, reflètent correctement l'isolement de Pinochet et l'immense espoir qui saisit le peuple chilien après onze ans de dictature.

LE 21 MARS ... A EDF. Le 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid a réitéré son *«horreur de l'apartheid en Afrique du Sud et de l'occupation de la Namibie»* et proposé *«de cesser l'achat de toute marchandise venant d'Afrique du Sud et de Namibie, de retirer les investissements dans les compagnies appartenant en tout ou partie à des intérêts sud-africains, d'adopter des initiatives pour décourager les corporations transnationales et institutions financières d'investir en Afrique du Sud ou de lui accorder des prêts»*.

Dans le même temps, nous apprenions qu'EDF avait dans le cadre de la *«mission d'assistance aux centrales étrangères»* six postes d'ingénieurs à pourvoir pour la centrale de Koeberg à Melkbofftrand. Pas de doute, c'est bien en Afrique du Sud. Au palmarès des fournisseurs de charbon pour les centrales thermiques d'EDF en 83, qui se saisit de la première place ? Encore l'Afrique du Sud. EDF, bien entendu, c'est nationalisé et en France... où le gouvernement hésite entre le profit et la lutte résolue contre la discrimination raciale.

LES CHIFFRES DE LA BANQUE MONDIALE. Les dettes extérieures des pays en voie de développement se sont élevées en 1983 à 810 milliards de dollars, soit une augmentation de 44 milliards par rapport à l'année précédente. Craignant de ne plus être remboursées, les banques commerciales privées ont baissé leurs prêts de 18% en 1982 et de 20% de plus en 83. Si bien que cette année 83 est «historique» : pour la première fois la somme des intérêts remboursés sur les dettes antérieures à 83 dépasse celle de leurs nouveaux prêts. Pour faire face à cette situation inquiétante pour elle, la Banque mondiale parie sur le redressement économique des pays industrialisés et a chiffré cette hypothèse pour 84 : prévisions de 8% d'augmentation des exportations des PVD et de 14% d'augmentation des prix des matières premières – à l'exception du pétrole.

Alain SENTIER

ETATS D'AME : JUSQU'OU SOUTENIR LA RÉSISTANCE AFGHANE ? A l'occasion du Nouvel An afghan, le Mouvement de soutien à la résistance afghane organisait une série de forums sur le thème «**Europe et Afghanistan**», le 23 mars. Pour leur part, l'Amitié franco-afghane (AFRANE), la Guilde du raid, l'AMI, MSF et MDM organisaient projections et interventions sur l'aide aux Afghans. Notre parti était présent à ces deux manifestations. Celles-ci ont parfois montré certaines difficultés de compréhension ou réticences entre Français et Afghans présents. Pour notre part, nous agissons pour un soutien sans réserves ni arrière-pensées à la résistance afghane dans son ensemble, comme nous le faisons pour d'autres peuples, **indépendamment** des idéologies, religions ou conceptions qu'ils professent, du moment qu'ils luttent effectivement contre l'impérialisme ou l'hégémonisme. Certes, un certain Islam fait peur aux Français que nous sommes : conséquence d'événements récents, ou inscription dans l'inconscient collectif français de 130 ans de domination sur des peuples musulmans ? De plus, par le passé, le mouvement anti-impérialiste a trop souvent confondu soutien aux peuples opprimés et soutien à des expériences socialistes, non sans risques d'erreurs. Cette confusion subsiste sous la forme d'un soutien préférentiel à des mouvements réputés plus «progressistes», mais là aussi, le risque d'erreur est grand, pour l'Afghanistan comme ailleurs.

Il appartient aux seuls Afghans de déterminer ce qui est bon pour eux. L'expérience des PC afghans et de leurs alliés soviétiques prouve assez qu'on n'impose pas de l'extérieur «le progrès». Sommes-nous assez avisés pour donner aux Afghans nos conseils à la place des Soviétiques ? Il faut rompre définitivement avec cette conception de l'internationalisme : si le socialisme doit exister un jour en Afghanistan, il ne doit pas être une greffe, s'appuyer sur un modèle, mais partir de la volonté consciente et de l'histoire des Afghans.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte **progressiste** du peuple afghan contre la superpuissance soviétique, puisqu'elle agit pour le respect et l'égalité des droits entre nations petites ou grandes. Ceci ne nous empêche pas, au contraire, d'étudier sans ethno-centrisme, la réalité afghane, pour permettre la compréhension mutuelle.

Philippe RIJSEL

LA POLITIQUE DU F.M.I ou comment faire payer les pauvres...

En novembre 1983, le gouvernement brésilien décidait de limiter l'augmentation des salaires à 80% du taux d'inflation (qui était de 170%), provoquant ainsi une brusque perte de pouvoir d'achat; le gouvernement vénézuélien était conduit à doubler les prix intérieurs. Au Sénégal, le gouvernement a diminué les subventions des prix à la consommation de l'huile de cuisine, de la farine de blé, du sucre et du riz (dont le prix a augmenté de 31%). Le gouvernement libérien, après avoir supprimé les subventions aux prix du riz, a diminué les salaires du secteur public de 16 à 25% en janvier 1983.

Il ne s'agit ici que de quelques exemples pris parmi la longue liste des pays en développement qui, dans les deux années écoulées, ont pris des mesures draconiennes de ce type. Avec pour conséquence immédiate, pour des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, le passage d'une survie souvent difficile à la famine. On comprend mieux alors la multiplication des scènes d'émeute et de pillage qui ont eu lieu ces derniers mois au Brésil, en Tunisie ou au Maroc.

L'ÉNORME RESPONSABILITÉ DE L'IMPÉRIALISME

Les facteurs essentiels de cette dégradation dans de nombreux pays du Tiers Monde sont externes :

– la chute des prix des matières premières qui a entraîné une baisse des recettes d'exportation de nombre de ces pays.

– la multiplication des mesures protectionnistes prises par les pays occidentaux à l'encontre des produits manufacturés du Tiers Monde.

– l'augmentation considérable de la dette extérieure et surtout du service de la dette qui représentait en 1982 20,7% des recettes d'exportation de l'**ensemble** des pays en développement. Comme le reconnaît le rapport annuel du FMI : *« La montée en flèche des taux d'intérêt, qui a suivi l'adoption, en 1979, de politiques monétaires généralement restrictives dans les principaux pays industrialisés, a imposé de façon imprévue et pour une longue période un pesant fardeau à ce groupe de pays (en développement non pétroliers) dont les paiements étaient déjà grevés par d'importantes obligations au titre du service de la dette. »* (p.35)

EN LISANT LE RAPPORT ANNUEL DU F.M.I.

Le réalisme du Fonds ne s'embarrasse pas de formules fleuries... comme le montrent ces quelques extraits :

Sur la politique salariale dans les pays occidentaux : *« La modération des accords salariaux conclus dans le secteur public a eu une incidence directe sur le coût des services publics et a influé sur les négociations salariales dans le secteur privé; le resserrement monétaire a été, pour les chefs d'entreprise, une raison de plus d'exercer un contrôle sur l'évolution de leurs coûts et notamment des coûts salariaux. »* (p.9)

Sur la « facture pétrolière » : *« L'amélioration de la position extérieure globale des pays industrialisés depuis 1980 tient avant tout à la baisse du volume et du prix de leurs importations de pétrole. (...) La facture pétrolière du groupe des pays industrialisés qui avait diminué de 13 milliards de dollars en 1981, a enregistré en 1982 une réduction nette de quelque 40 milliards de dollars. »* (p.24)

Sur l'accroissement du service de la dette : *« Le niveau élevé des taux d'intérêt en 1981-1982 a augmenté considérablement et de manière imprévue le fardeau du service de la dette; cet alourdissement s'explique par un accroissement du coût non seulement des nouveaux emprunts, mais aussi de toutes les dettes antérieures – et celles-ci représentent un pourcentage élevé de l'encours total – qui étaient assorties de taux d'intérêt variables, conformément à la formule que les banques commerciales utilisent depuis quelques années dans la plupart de leurs prêts internationaux. »* (p.31)

Sur l'investissement dans les P.V.D. : *« ... si l'on considère que vraisemblablement la croissance des prêts bancaires sera tout au plus modérée au cours des prochaines années et que l'aide publique au développement sera assez faible en termes réels, il se peut que l'adoption de politiques propres à attirer les investissements directs étrangers joue un rôle important dans la stratégie de développement d'un bon nombre de pays du Tiers Monde. »* (p.45)

(Rapport annuel 1983 du Fonds monétaire international)

Tunisie : après le recul de Bourguiba

Cette situation, que les pays en développement ne peuvent guère maîtriser, permet à l'impérialisme, par l'intermédiaire du FMI, de la Banque mondiale et des grandes banques occidentales, d'imposer sa loi aux pays du Tiers Monde : incapables de payer le service de la dette, ceux-ci sont en effet contraints de négocier le rééchelonnement de leur dette, et de contracter de nouveaux emprunts (qui serviront d'ailleurs... à payer la dette!).

On assiste alors à un véritable étranglement économique de ces pays :

– d'une part le FMI conditionne la renégociation de la dette à l'application d'une politique d'« assainissement » extrêmement rigoureuse en vue de rétablir l'équilibre extérieur, dont les axes principaux sont : diminution du budget de l'Etat et des salaires, libération des prix intérieurs, priorité à l'investissement en vue de l'exportation, retour au secteur privé d'industries d'Etat.

– d'autre part l'octroi de prêts par les banques est de plus en plus soumis à l'accord préalable du FMI, accord lui-même lié à l'acceptation par le pays emprunteur des plans d'ajustement.

Conséquences de cette politique : une mise en coupe réglée de l'économie nationale des PVD qui doivent consacrer l'essentiel de leurs ressources à régler leur dette, une mainmise de plus en plus grande sur les politiques nationales de développement laissant ainsi le champ libre aux investissements des multinationales, et une misère accrue pour les populations. Enfin, effet pervers de la politique du FMI : les mesures d'assainissement sont tellement dures qu'elles interdisent la poursuite des efforts d'investissement productif de la part des pays du Tiers Monde, ce qui les conduit à une situation encore plus critique. Tout ceci, bien entendu, pour le plus grand profit de l'impérialisme*...

Dominique LARDEUX

*** Voir à ce sujet l'article de Georges Corm : *« Une fructueuse renégociation des dettes »* – *Le Monde Diplomatique* septembre 1983.**

LE MODELE REAGAN

Après Gattaz qui a récemment déclaré *« Pourquoi ne pas s'inspirer des méthodes qui ont fait leurs preuves aux Etats-Unis »* et Chirac qui a ajouté *« Le truc de Reagan, ça marche »*, Giscard vient de vanter les mérites de la reprise de l'économie américaine, s'étendant progressivement en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, avant d'ajouter : *« Nous ne sommes plus dans une situation de crise économique internationale. »* Les principaux responsables du patronat et de la droite proposent, dans la foulée, d'appliquer en France les principes mêmes de Reagan : liberté totale de licencier, réduction massive de la fiscalité et des charges des entreprises, diminution des dépenses publiques et de la protection sociale, suppression des réglementations de la production. Mais qu'en est-il donc aux Etats-Unis, quelle est cette reprise, pour qui et à quel prix?

Quelques chiffres sont mis en avant pour montrer les succès économiques de Reagan : progression de 3,5% du produit national brut en 1983, création de 4 millions d'emplois et réduction de 2,5 millions du nombre de chômeurs, diminution sensible de l'inflation (4% en 1983 contre 14% début 1981).

Effectivement, l'inflation a été vaincue aux Etats-Unis, mais au prix d'une très importante récession, d'une forte augmentation des taux d'intérêt, d'un blocage de la masse monétaire, d'une amputation du pouvoir d'achat des salaires – jusqu'à 30% dans certaines entreprises –, de coupes sombres dans les budgets de la protection sociale. Ainsi, la production industrielle a diminué de 8% en 1982 et le produit national brut de 2,4%; le chômage est passé de 8% de la population active en 1981 à 10,8% fin 1982. La reprise, suscitée en 1983 en particulier par la réduction des impôts payés par les entreprises et les plus riches, est à resituer par rapport à la récession de 1982. Fin 1983, la production industrielle n'a fait que rattraper le niveau atteint à la mi-1981. Le chômage, s'il tend à diminuer, touche aujourd'hui 8,5% de la population active, plus qu'en 1981 (8%). Si une entreprise comme Chrysler réembauche actuellement, et si ses profits sont florissants, c'est que la moitié des ouvriers avait été licenciée les deux années précédentes. La fameuse reprise dont Chi-

Suite au verso

LE F.M.I EN CHIFFRES

146 pays sont membres du Fonds monétaire international. Chaque pays membre verse au Fonds une quote-part déterminée à partir de son revenu national, du niveau de ses échanges et de ses réserves en monnaie. Le montant total du Fonds s'élevait en 1983 à 60 milliards de D.T.S. (droits de tirage spéciaux), et devait être porté à 90 milliards en 1984.

Le Conseil d'administration du Fonds est composé de 6 administrateurs nommés, représentant chacun un pays (USA, G.B., RFA, France, Japon et Arabie Saoudite) et de 16 administrateurs élus, représentant des groupes de pays (exception faite de la Chine).

Les droits de vote des Etats membres (et leur droit d'utilisation des fonds) sont déterminés par la valeur de leur quote-part. Les 6 administrateurs nommés disposent de 43,03% des voix, à comparer aux 4,84% des voix de M. Miguel A. Senior, administrateur vénézuélien représentant 7 pays d'Amérique latine et l'Espagne, ou aux 2,31% des voix de l'administrateur nigérien, M. Abderrahmane Alfidja, représentant 23 pays d'Afrique. A eux seuls, les Etats-Unis représentent 19,52% des voix; 9 pays industrialisés (Europe, Japon, USA, Canada) détiennent la majorité des voix du Fonds : dans ces conditions, la politique du FMI, au-delà des constats, analyses et vœux pieux contenus dans ses rapports, est celle des pays occidentaux, et d'abord celle des USA. Ce qui explique la revendication des pays en développement d'une redistribution des voix qui ne soit pas calquée strictement sur les quote-parts.

LE MODELE REAGAN — suite de la page 19

rac, Giscard et Gattaz nous rebattent les oreilles n'est donc que fort relative. Qui plus est, elle est tout à fait précaire compte tenu des autres déséquilibres de l'économie américaine.

UNE REPRISE RELATIVE ET PRÉCAIRE

La reprise s'accompagne d'un gigantesque déficit budgétaire qui a atteint 200 milliards de dollars en 1983 pour le seul budget fédéral, et devrait être du même ordre cette année, soit 6% du PNB. En effet, si la réduction des impôts s'est accompagnée d'une diminution des dépenses sociales, les crédits militaires continuent à augmenter très rapidement. Pour 1984-1985, ils sont en hausse de 18% dans le budget fédéral (13 à 14% de plus que l'inflation prévue) et vont atteindre le tiers des dépenses (305 milliards sur 925). Le gouvernement américain utilise les privilèges du dollar et les hauts taux d'intérêt pour faire financer l'essentiel de ce déficit par les autres pays, en émettant des bons du Trésor. Mais cela provoque un endettement croissant des USA qui ne peut qu'entraver la poursuite de la reprise.

D'autant que le déficit de la balance commercial, aggravé par le haut cours du dollar, a été, en 1983, le plus élevé de l'histoire des Etats-Unis, soit 70 milliards de dollars. En janvier 84, un nouveau record a été battu avec 9,5 milliards de déficit. Autant d'éléments qui relativisent les mérites du «modèle Reagan» qu'il s'agirait d'importer pour résoudre la crise économique en France.

AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ

Mais le reaganisme ne saurait être analysé du seul point de vue économique. Les conséquences de la politique suivie aux Etats-Unis pour les travailleurs sont considérables. Le bureau officiel du recensement vient ainsi de préciser que le nombre de personnes vivant «au-dessous du seuil de pauvreté» est passé de 26 à 34,5 millions entre 1979 et 1982, soit de 12 à 15% de la population du pays, du moins si on ne tient pas compte des immigrés illégaux non recensés, fréquemment estimés à une vingtaine de millions de personnes, et dont la grande majorité serait à ajouter aussi bien au nombre de pauvres qu'à celui des chômeurs. Cette situation, que recoupe l'extension des soupes populaires dans la plupart des villes américaines, touche plus particulièrement les Noirs. Leurs revenus, qui étaient inférieurs de 38% à ceux des Blancs en 1975, le sont aujourd'hui de 43%. Et la proportion de la population noire vivant au-dessous du seuil de pauvreté atteint 35,6%. Le chiffre est de 30% pour la communauté hispanique et de 23,6% de l'ensemble des enfants américains de moins de 6 ans.

Les aides sociales ont diminué de 10% en valeur entre 1979 et 1982, alors que dans le même temps l'inflation atteignait 33%. Les dépenses pour l'enseignement ont été réduites, ainsi que celles concernant les chômeurs. La reprise américaine est celle des profits des multinationales, et s'accompagne d'une sérieuse aggravation des conditions de vie des travailleurs, en particulier des différentes minorités.

CONTRE-OFFENSIVE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

La politique de Reagan correspond, en fait, à une vigoureuse contre-offensive de l'impérialisme américain pour faire face au déclin relatif qu'il avait enregistré depuis le milieu des années 60. Déclin sur le plan économique, avec la montée des économies européennes et japonaise et les luttes du Tiers Monde pour l'indépendance économique et un nouvel ordre économique international. Déclin sur le plan politique et militaire, avec les défaites enregistrées dans le Sud-Est asiatique face aux luttes des peuples et aux difficultés grandissantes enregistrées dans sa domination impérialiste sur de nombreuses régions du monde. Avec aussi l'apparition, puis l'offensive de l'autre superpuissance, l'URSS, qui exige un repartage du monde en sa faveur.

La contre-offensive de Reagan concerne ces différents aspects. Sur le plan économique, en mettant en œuvre un libéralisme sauvage, qui vise à redéployer les multinationales US et à restaurer leurs profits, en éliminant les secteurs et entreprises les moins rentables, en utilisant le dollar, les hauts taux d'intérêt et les institutions monétaires internationales (cf. article sur le FMI ci-contre) pour dicter sa loi aux autres pays capitalistes et aux pays du Tiers Monde. Sur le plan politique et militaire, en développant d'importants programmes de production et de recherche en matière d'armements, pour tenter d'acquérir la suprématie dans la rivalité avec l'URSS, en multipliant les ingérences, menaces et interventions (soutien à l'intervention militaire anglaise aux Malouines, invasion de la Grenade, intervention au Salvador et menaces croissantes contre le Nicaragua, intervention au Liban...).

Tel est le «modèle Reagan» que les dirigeants du patronat et de la droite vantent avec de plus en plus d'insistance et qu'ils mettraient en œuvre s'ils revenaient au gouvernement. Les combattre efficacement implique, pour le mouvement ouvrier et populaire, non seulement de dénoncer ces projets mais d'agir pour la satisfaction des aspirations et revendications ouvrières et populaires comme pour la solidarité avec le Tiers Monde.

Pierre BAUBY

Contre la famine : le réalisme

Depuis quatre ans, le Mozambique, touché par la sécheresse, a vu sa production agricole stagner puis diminuer au point que la famine s'est installée dans deux provinces. Cette sécheresse, liée à des phénomènes climatiques planétaires, touche aussi le Sahel, le Nordeste brésilien, l'Australie, etc. Elle crée une désertification des régions tropicales continentales.

Cependant, même si la sécheresse est un facteur fondamental, elle n'explique pas à elle seule la famine qui aurait déjà fait 100 000 morts et qui grève fort l'avenir d'une génération d'enfants touchée par la malnutrition.

LE POIDS DE L'AFRIQUE DU SUD

Il faut d'abord comprendre que, avant l'indépendance, la majorité des flux économiques du Mozambique était tournée vers l'Afrique du Sud.

La fermeture des frontières en 1975 fut le démarrage de la guerre économique et militaire menée par le régime de Prétoria. Pour remplacer le gouvernement du Frelimo par un régime à sa solde, Prétoria utilise depuis 1977 tous les moyens : bombardements aveugles de bases de l'ANC*, raids directs de l'armée sud-africaine et surtout création du MNR**. Regroupement d'anciens partisans du colonialisme portugais, de mercenaires et de jeunes mozambicains recrutés de force lors de raids sur les villages, le MNR est entraîné, armé, encadré, ravitaillé par l'Afrique du Sud. Il a réussi à paralyser une partie des voies de communication du sud et à détruire nombre d'usines, de récoltes, de dépôts de nourriture, empêchant ainsi le ravitaillement des régions sinistrées. Depuis mai 83, les forces gouvernementales ont pris l'offensive et ont nettoyé une partie des régions où était implanté le MNR, faisant 3 500 prisonniers. Mais cela ne suffit pas, car pour lutter efficacement contre la famine et le sous-développement, le Mozambique a besoin de la paix. C'est pourquoi des contacts ont été pris avec le gouvernement sud-africain pour aboutir à un pacte de non-agression signé le 16 mars : les Sud-africains ne soutiendraient plus le MNR, en échange de quoi le Mozambique ne laisserait plus l'ANC avoir de bases sur son propre territoire. De l'avis de certains, l'attitude du Mozambique affaiblit le front anti-apartheid. Ceci dit, un pays affamé, en proie au marasme économique, n'est pas apte à soutenir une guerre larvée contre l'Afrique du Sud. Il est sûr que cet accord ne sera pas signé de gaieté de cœur par Samora Machel***.

DES ERREURS DANS L'ÉDIFICATION SOCIALISTE

Une autre cause de la famine est la désorganisation économique liée aux erreurs de l'édification socialiste. Celles-ci ont été analysées avec courage par le Frelimo lors de son IVe Congrès. Centralisation bureaucratique empêchant les initiatives locales, investissements mal répartis entre les secteurs, projets surdimensionnés par rapport aux capacités de gestion et de commercialisation ont conduit à la diminution de la production depuis 1981. Dans l'agriculture, la collectivisation trop brutale d'une partie des terres, transformées en gigantesques fermes d'Etat, a été un gouffre à investissements peu productifs alors que le secteur coopératif n'a reçu que 2% des investissements et que le secteur privé, qui regroupe des millions de paysans, n'a rien reçu. Dans le reste de l'économie, le manque d'investissements de maintenance a conduit à sous-utiliser les équipements ou à les laisser en panne.

Aujourd'hui, le gouvernement de Maputo soutient principalement la petite exploitation, tout en encourageant la coopération. Mais il a démembré les gigantesques fermes d'Etats peu productives. Des petits projets de développement au niveau de l'agriculture, du commerce, de l'énergie, de la pêche sont mis en avant pour permettre une décentralisation des décisions et une efficacité à court terme. De même, l'entretien et le développement des moyens de transports sont une priorité pour permettre un meilleur ravitaillement mais aussi un meilleur revenu aux paysans.

Cette rectification de la politique économique s'appuie sur un rééquilibrage de la politique extérieure. En effet, depuis plusieurs mois, le Mozambique a amélioré ses relations économiques avec la CEE en faisant acte de candidature aux conventions CEE-ACP (accords de Lomé III), en passant des accords bilatéraux, en demandant une aide alimentaire urgente qui a été accordée, de même que des subventions pour l'irrigation et l'alimentation des villes en eau.

Cela ne va pas d'ailleurs sans poser de problèmes, puisqu'il semble que l'URSS ait fortement diminué ses livraisons de pétrole, ce qui crée des problèmes pour les transports civils et militaires.

Il faut noter l'ambiguïté de l'aide alimentaire des pays impérialistes comme la France, qui en commerçant avec le régime de Prétoria ont objectivement soutenu la politique agressive de l'Afrique du Sud contre tous ses voisins et donc, par là même, ont contribué à aggraver la famine au Mozambique, la politique mitterrandienne ayant peu changé par rapport à celle de Giscard malgré les déclarations officielles.

Contraints à de dures révisions de choix, les Mozambicains tentent de s'en sortir avec pragmatisme.

E.D.

* **ANC : Conseil national africain, principal mouvement luttant contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud.**
** **MNR : Mouvement de résistance nationale. Les Mozambicains les appellent les «bandits».**
*** **Samora Machel : président du Mozambique. Il était avant l'indépendance le dirigeant de la lutte armée contre le colonialisme portugais.**

Un collectif «Urgence Mozambique» a été créé auquel participent, entre autres, la CIMADE, le CCFD, Frères des hommes, etc. pour envoyer des semences, du matériel agricole et des camions. Son adresse : BP 86 07 75327 Paris Cedex 07 – CCP N°8 - 23 Paris.

DOCUMENT DE CHINE

Un travail de longue haleine sur le front idéologique et culturel

Deng Liqun, directeur du Secrétariat du C.C. du P.C.C. et directeur du Département de la Propagande relevant du P.C.C., a bien voulu m'accorder un entretien, à l'intention de *Travailleurs*, sur la «pollution spirituelle» et la «civilisation spirituelle» en Chine, deux sujets, étroitement liés, dont on parle beaucoup actuellement.

Voici les grandes lignes ainsi que les passages les plus importants de cet entretien qui a duré plus de deux heures.

Suzanne BERNARD

LA SITUATION

Tout d'abord, Deng Liqun a fait une mise au point très ferme : en Occident, ceux qui ont dit que la campagne contre la «pollution spirituelle» signifiait une nouvelle «révolution culturelle», de même que ceux qui disent aujourd'hui que cette campagne a pris fin, dénaturent la vérité. En fait, la situation politique est stable, la vie des intellectuels inchangée, et l'élimination de la «pollution spirituelle» continue, menée en profondeur. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui doit être poursuivi jusqu'à ce que le marxisme occupe tous les fronts.

L'expression «pollution spirituelle», a dit Deng Liqun, est une image. Elle désigne la corruption des esprits due à l'influence des idées décadentes de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses, sur notre parti et notre peuple. Cette influence existait déjà dans le passé, mais si nous soulevons maintenant ce problème, c'est qu'il se trouve lié à la politique d'ouverture que nous appliquons, laquelle comporte de nombreux effets positifs – en particulier, le dynamisme économique – mais aussi des conséquences néfastes.

Et Deng Liqun a alors donné l'exemple de la pénétration en Chine d'un grand nombre de vidéocassettes, cassettes et livres pornographiques, fait qui n'existait pas avant la politique d'ouverture, et qui exerce aujourd'hui, sur la jeunesse chinoise en particulier, une influence pernicieuse.

Un autre aspect qui accompagne la «pollution spirituelle», a-t-il continué, c'est, sur le plan intérieur, la persistance d'idées issues du féodalisme, accompagnées du refus, par certains, de choses justes et progressistes. D'autre part, si la bourgeoisie chinoise a disparu en tant que classe, certaines de ses idées existent toujours. L'ensemble de ces influences, les unes venues de l'extérieur, les autres de l'intérieur du pays, en se renforçant mutuellement, contaminent tous les domaines, à un degré jamais atteint depuis la Libération.

LES METHODES

Le Comité central, après avoir analysé la situation, a estimé qu'il fallait poser ouvertement le problème et adopter une attitude très ferme pour le résoudre.

Nous devons tirer la leçon de la «révolution culturelle», a dit Deng Liqun, et ne pas adopter ses méthodes. Il faut expliquer les faits, leurs dangers et leurs conséquences, recourir au raisonnement, et pratiquer la critique et l'autocritique. Toutefois, il faut reconnaître qu'après dix ans de «révolution culturelle», il y a eu des inquiétudes parmi les intellectuels qui ont craint de voir se renouveler les erreurs du passé...

Aujourd'hui, le travail d'élimination de la «pollution spirituelle» s'est normalisé. Parallèlement, dans le secteur idéologique, sont débattus les problèmes les plus urgents, ceux relatifs aux concepts d'«humanisme abstrait» et d'«aliénation». A ce sujet, Hu Qiaomu, après étude de documents, a rédigé un texte de mise au point qui permet d'adopter une attitude claire.

Mais, a ajouté Deng Liqun, il ne suffit pas de soigner le mal et de guérir, il faut aussi prévenir toute rechute et se fortifier. Or, ceci signifie mener activement l'édification de la «civilisation spirituelle». Eliminer la «pollution spirituelle» et édifier la «civilisation spirituelle» sont deux tâches qui doivent être menées de front.

LA «CIVILISATION SPIRITUELLE»

La «civilisation spirituelle» doit être édifiée en même temps que la civilisation matérielle, a déclaré Deng Liqun. Par «civilisation spirituelle», nous entendons deux domaines : l'édification culturelle, et l'édification idéologique.

I – L'édification culturelle comprend les sciences, l'éducation, l'enseignement, la culture, la presse, l'édition, le sport, la santé, etc. Dans tous ces domaines, nous n'atteignons pas encore le niveau ni l'envergure des pays capitalistes, a dit Deng Liqun. Par exemple, nous n'avons pas encore réalisé l'école primaire à six échelons, le nombre de nos médecins est insuffisant, nous avons peu d'hôpitaux, pas assez de salles de projection de films, et la télévision ne couvre que 40 à 50% de la population. Les sciences et les techniques accusent un retard de dix à vingt ans, à cause de la «révolution culturelle», et les travailleurs dans les sciences sociales sont moins nombreux que dans les pays capitalistes. Enfin, nous ne pourrons atteindre le chiffre de cinq millions d'étudiants qu'en 1990. C'est pourquoi nous disons qu'il faut encore effectuer de grands développements dans le domaine de l'édification culturelle et que celle-ci constitue une tâche très dure.

Si les manuels sont les mêmes, ainsi que les cours en général, la politique de l'enseignement se différencie nettement de celle pratiquée dans les pays capitalistes. La biologie, la physique, la chimie, les sciences n'ont pas de caractère de classe, mais, en Chine, la question est «Qui servir?».

Il ne s'agit pas de rechercher le profit individuel, mais de se mettre au service des intérêts de toute la population, a précisé Deng Liqun. Et en ce qui concerne l'histoire, la politique, la morale, nous disons clairement aux enseignants et aux élèves que notre éducation doit être marxiste et socialiste.

II – L'édification idéologique. Deng Liqun a alors cité, à plusieurs reprises, Lénine, insistant sur la nécessité de donner les idées du socialisme scientifique à sa propre classe et à son propre peuple.

La classe ouvrière est une classe d'avant-garde, a-t-il dit, mais elle vient de l'ancienne société. Dans toute entreprise, dans toute unité de travail, si on néglige l'éducation idéologique, les idées bourgeoises reprennent le dessus. Et si on ne met en avant que les biens matériels, on obtient le contraire du résultat souhaité... C'est pourquoi, même dans un pays socialiste où nous avons pris le pouvoir, il nous faut continuer à enseigner le communisme scientifique afin que les intérêts individuels s'effacent devant l'intérêt collectif et que les travailleurs soient dotés de l'idéal et de la morale communistes. Alors les relations entre les hommes deviennent des relations de camaraderie et d'entraide mutuelle.

PREMIERES EXPERIENCES

Les méthodes employées pour réaliser l'édification culturelle et idéologique diffèrent selon les périodes, les localités et les situations concrètes des unités de travail.

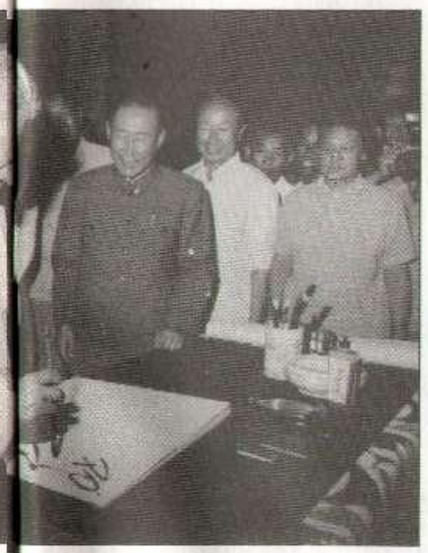
Depuis ces dernières années, nous avons recouru à de nombreux et excellents moyens d'éducation, a poursuivi Deng Liqun. Par exemple, des concours pour développer les connaissances, et des campagnes de lecture suscitant des discussions collectives sur des œuvres littéraires, des films, des pièces de théâtre, etc. Nous avons aussi lancé dans l'ensemble du pays le «mois de la civilisation et de la politesse». Et nous avons même commencé à édifier des villages «civilisés» (dotés d'un bon niveau de «civilisation spirituelle»).

Dans ces villages, après de nombreuses réunions et discussions, des règlements sont décidés et adoptés par les habitants eux-mêmes. Et, peu à peu, toutes sortes de nouvelles activités collectives se développent : création d'une Maison de jeunes, d'une Maison de la Culture, d'une Maison des Sciences et Techniques agricoles avancées, etc. Cependant que les familles à cinq mérites* se multiplient... On espère élargir un peu partout des unités «civilisées», pour créer des quartiers, des arrondissements, et même des villes à la «civilisation spirituelle» avancée. Il existe déjà une ville de 200 000 habitants de ce type : Sanming, dans la province du Fujian.

Les socialistes utopiques avaient imaginé la création de villages et de communautés utopiques, a conclu Deng Liqun. On peut dire que certains de nos villages «civilisés» correspondent à cette vision. Aujourd'hui, en Chine, on a commencé à transformer l'utopie en réalité.

(Entretien traduit par Zhou Youhui)

*** Les cinq mérites : respect des vieillards et amour des enfants, harmonie des familles, propreté de l'environnement, bons rapports de voisinage, planification des naissances.**



Biographie de Deng Liqun

Deng Liqun, né en 1915 dans le Hunan. Participe à la révolution en 1935. Adhère à la Ligue de la Jeunesse communiste en 1936. Entre au PCC la même année. Avant la Libération, membre du Comité exécutif de la Fédération des Etudiants de Beijing. Après la Libération, nombreuses responsabilités régionales, puis, de 1958 à 1964, rédacteur en chef-adjoint de la revue du PCC Drapeau rouge. *A partir de 1975, responsable du Bureau de la Recherche du Conseil des Affaires d'Etat. A partir de 1977, directeur adjoint de l'Académie des Sciences sociales et directeur adjoint du Bureau d'administration du CC du PCC.*

CINEMA

LAISSE BÉTON de Serge Le Péron. Deux enfants sur fond de banlieues grisâtres. Les terrains vagues pour espaces verts et les cités HLM pour unique point de vue. Et l'envie d'un ailleurs... Deux enfants, la tête pleine de rêve et d'images idéalisées : l'Amérique, San-Francisco. Brian et Nourredine : rien à voir avec des « Joselito » timides. Pour réaliser leur rêve, il faut du blé, beaucoup de blé. Quels moyens d'en avoir quand on est né de ce côté de la barrière, à part par des actes interdits ? Les flics, empêcheurs de rêver en rond, s'en mêlent. L'Education, avec un E gros comme une maison d'arrêt, ils connaissent. L'histoire de Brian et de Nourredine, une leçon de fraternité, d'antiracisme aussi...

FEMMES DE PERSONNE de Christopher Frank. Une histoire de femmes, comme son titre l'indique... Mais des femmes indépendantes, « maîtresses de leur destin »... des femmes d'aujourd'hui. Cécile, Adeline, Isabelle : trois existences parallèles, trois volontés de devenir, d'être, même si le terme n'est plus guère usité, « la moitié du ciel »... avec les hommes ou contre eux. Et ce n'est pas facile, facile... Ceux qui penseraient y trouver des réponses quelconques, des voies à suivre, seront déçu(e)s. Ce n'est pas le but visé... Mais, dépouillées de leurs oripeaux de Dulcinée ou de Messaline, voire de Pénélope, on a vraiment envie de partager l'azur avec elles, fifty-fifty.

LIRE

MEURTRES POUR MÉMOIRE de Didier Daeninckx. Deux meurtres, banals, à vingt ans d'intervalle. L'affaire se corse un tantinet quand on apprend qu'il s'agit du père et du fils... Ça pourrait donner un polar bien « dans la ligne » des Séries noires et autres Carrés du même métal. Mais, mais... Le père se fait descendre du côté de Bonne-Nouvelle, un certain 17 octobre 1961, en pleine ruée policière contre les Algériens manifestant contre le couvre-feu et pour une Algérie libre. Cela amène l'auteur, description des lieux et ambiance obligent, à décrire la rage, la haine avec lesquelles, sur ordre, les flics réprimèrent ce jour-là. Un cadavre de plus, ça passe inaperçu... Vingt ans plus tard, les plaies étant pansées (diplomatiquement parlant), le fiston se fait descendre à Toulouse. Le mystère s'épaissit. Un flic, comme il ne doit en exister que dans les romans, enquête et reconstitue peu à peu le puzzle... Pour remonter jusqu'à une autre période noire de notre ère : 1942, et jusqu'à ceux qui voudraient bien faire oublier leur passé, jusqu'à tuer. L'histoire à rebours. Les Algériens assassinés, les Juifs déportés... Monsieur Papon, qui connut bien 42 et 61, ne lira sans doute jamais ce roman : il connaît l'intrigue. Digne des meilleurs Horace McCoy, qu'on se le dise...

POLAR de Jacques Bral (adapté de *« Morgue pleine »* de J.P. Manchette). Loin des Delon, flingueurs de charme, l'œil bleu acier et le sourire du grand fauve. Tarpon, détective privé et minable, embringué au cœur d'une histoire qui le dépasse. Ça finira mal. Les héros en prennent plein la gueule, Tarpon aussi. Du meilleur Manchette adapté et interprété d'une brillante manière. Tous les ingrédients du genre, dosés à la perfection. Jean-François Balmer en Tarpon : ça vaut le déplacement...

Claude **DHALLUIN**